

UNCIO - Working Papers - Plenary Committee on Jurists & general committees  
- Coordination Committee - [French]

01 June 1945  
30 June 1945

dean - NK  
06/05.

"declassified"

S-1006  
Box - 7  
File - 6



Working Documents of the Co-ordination  
Committee not included in the Initial  
Sixteen - Volume Printed Series  
"Documents of UNC10" - Released by  
UN Secretary - General in June 1947

FRENCH



No. 74 9 1/2 x 14 3/4  
( No. 1526 E )

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTE PROVISOIEMENT PROPOSE PAR LE COMITE CONSULTATIF  
DES JURISTES  
à sa cinquième séance, le 11 juin 1945

### ARTICLE 65X

Voir Article 66, paragraphe 1, dans le  
document CO/65 (2) intitulé "Articles 64, 65, 66,  
67 et 68".

## COORDINATION COMMITTEE

---

### Chapitre VII. Cour Internationale de Justice

#### Nouveau paragraphe

(Traduction du Texte définitif adopté par le Comité IV/1,  
le 7 juin 1945)

Au cas où un Etat manquerait aux obligations qui lui  
incombent en vertu d'un jugement rendu par la Cour, l'autre  
partie peut recourir au Conseil de Sécurité et celui-ci  
peut faire des recommandations ou décider des mesures à  
prendre pour faire exécuter le jugement.

638



## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTES PROVISOIREMENT PROPOSES PAR LE COMITE CONSULTATIF  
DES JURISTES  
A sa cinquième séance, le 11 juin 1945

### ARTICLE 65Y

Voir Article 66, paragraphe 2, dans le document  
no. CO/65 (2) intitulé "Articles 64, 65, 66, 67 et 68".

640

4368

L

## COORDINATION COMMITTEE

TEXTE ADOPTE PAR LE COMITE TECHNIQUE

---

(Ces numéros sont ceux des propositions  
de Dumbarton Oaks. Le texte primitif de Dumbarton  
Oaks est un caractère ordinaires, les passages  
supprimés sont barrés et la nouvelle rédaction  
adoptée par le Comité est soulignée.)

### CHAPITRE VII. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

#### Paragraphe 7

(Texte définitivement adopté par le Comité IV/1, le 31 mai  
1945.)

7. L'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité  
peuvent demander à la Cour Internationale de  
Justice un avis consultatif sur toute question  
juridique.



## COORDINATION COMMITTEE

---

TRADUCTION DU TEXTE ADOPTE PAR LE COMITE  
TECHNIQUE ET SOUMIS SANS CHANGEMENT AU COMITE DE COORDINATION

Avis consultatifs

Article 68 X

7. L'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité  
peuvent demander à la Cour Internationale de Justice un avis  
consultatif sur toute question juridique.

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTES PROVISOIREMENT PROPOSES PAR LE COMITE CONSULTATIF  
DES JURISTES  
à sa cinquième séance, le 11 juin 1945

### ARTICLE 68X

Voir article 68, paragraphe 1, dans le document  
no. CO/65 (2) intitulé " Articles 64, 65, 66, 67 et 68"



*The United Nations Conference  
on International Organization*

RESTRICTED  
WD 244 (FRENCH)  
CO/101  
June 10, 1945.

## COORDINATION COMMITTEE

---

### Chapitre VII - Cour Internationale de Justice

#### Propositions de Dumbarton Oaks

( La disposition ci-dessous n'existe pas dans les Propositions

Nouveau paragraphe

( Traduction du texte définitif adopté par le Comité IV/1,  
le 7 juin 1945 )

Tous autres organes de l'Organisation et tous  
offices techniques rattachés à celle-ci, qui pourront,  
à un moment quelconque, recevoir de l'Assemblée Générale  
une autorisation à cet effet, ont également le  
droit de demander à la Cour des avis consultatifs sur  
des questions de caractère juridique qui se poseraient  
dans le cadre de leur activité.

*The United Nations Conference  
on International Organization*

ARTICLE 68 Y

RESTRICTED  
WD 274 (FRENCH)  
CC/101 (1)  
June 12, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTES PROVISOIEMENT PROPOSES PAR LE COMITE CONSULTATIF  
DES JURISTES  
à sa cinquième séance, le 11 juin 1945

### ARTICLE 68Y

Voir Article 68, paragraphe 2, dans le document  
no. CO/65 (2) intitulé "Articles 64, 65, 66, 67 et 68".

4370

650



*The United Nations Conference  
on International Organization*

RESTRICTED  
WD 309 (FR-ENCH)  
CO/125  
June 14, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

---

### TEXTE ADOPTÉ PAR LE COMITÉ TECHNIQUE

(Les numéros sont ceux des Propositions de Dumbarton Oaks. Le texte originel de Dumbarton Oaks figure en caractères ordinaires, les passages supprimés sont barrés, et les nouveaux textes adoptés par le Comité sont soulignés.)

#### Chapitre X - Secrétariat

##### Paragraphe 1

(Texte définitif adopté par le Comité III/1, le 13 juin 1945)

1. Il sera créé un Secrétariat comprenant un Secrétaire Général et le personnel nécessaire. Le Secrétaire Général sera le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Il sera élu pour une période de trois ans et sera rééligible.

## COORDINATION COMMITTEE

---

REVISION DU TEXTE DU COMITE TECHNIQUE, SUGGEREE PAR LE  
SECRETARIAT, ET SOUMISE AU COMITE DE COORDINATION

### Article 69

1. Il existe un Secrétariat composé d'un Secrétaire Général et du personnel nécessaire. Le Secrétaire Général est le chef administratif de l'Organisation. Il est élu pour une période de trois ans et peut être réélu.

654

## COORDINATION COMMITTEE

---

### TEXTE ADOPTE PAR LE COMITE TECHNIQUE

(Les numéros sont ceux des Propositions de Dumbarton Oaks. Le texte original des Propositions de Dumbarton Oaks est en caractères ordinaires, les passages supprimés sont barrés et les nouveaux passages adoptés par le Comité sont soulignés).

### Chapitre X- Le Secrétariat

#### Paragraphe 1

(Le texte définitif révisé et adopté par le Comité I/2, le  
17 juin 1945)

1. Il sera créé un Secrétariat comprenant un Secrétaire Général et le personnel nécessaire. Le Secrétaire Général sera le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Il sera nommé par l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité pour une période et aux conditions prévues dans la Charte.

656



## COORDINATION COMMITTEE

---

### Chapitre X. Le Secrétariat

#### Texte des Propositions de Dumbarton Oaks

2. Le Secrétaire Général devrait participer, en cette qualité, à toutes les réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil de Sécurité et du Conseil Economique et Social, et devrait présenter à l'Assemblée Générale un rapport annuel sur les travaux de l'Organisation.

#### Traduction du texte adopté définitivement par le Comité I/2, le 1er juin 1945

(Les modifications sont soulignées)

2. Le Secrétaire Général est de droit le Secrétaire Général de l'Assemblée, du Conseil de Sécurité, du Conseil Economique et Social et du Conseil de Tutelle; il remplit toutes autres fonctions qui lui sont ou peuvent lui être confiées par l'Organisation. Il présente à l'Assemblée un rapport annuel sur les travaux de l'Organisation.

658

RESTRICTED  
WD 217 (FRENCH)  
CO/46 (1)  
June 7, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

---

TRADUCTION DU TEXTE ADOPTÉ PAR LE COMITÉ ET SOUMIS, SANS  
MODIFICATION, AU COMITÉ DE COORDINATION

Le Secrétaire Général est de droit Secrétaire Général de l'Assemblée, du Conseil de Sécurité, du Conseil Economique et Social et du Conseil de Tutelle; il remplit toutes autres fonctions qui lui sont ou peuvent lui être confiées par l'Organisation. Il présente à l'Assemblée un rapport annuel sur l'activité de l'Organisation.

660

## COORDINATION COMMITTEE

### Chapitre X. Le Secrétariat

---

#### Texte des Propositions de Dumbarton Oaks

3. Le Secrétaire Général devrait avoir le droit d'attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur tout ce qui lui semblerait pouvoir menacer la paix et la sécurité internationales.

Traduction du texte adopté définitivement  
par le Comité 1/2, le 2 juin 1945.

( Les modifications sont soulignées )

3. Le Secrétaire-Général peut attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur toute affaire qui, à son avis, peut mettre en danger la paix et la sécurité internationales.

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire Général et le personnel ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Ils ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux. Les membres de l'Organisation s'engagent à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire Général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

662



*The United Nations Conference  
on International Organization*

RESTRICTED  
WD/218 (FRENCH)  
CO/67 (1)  
JUNE 7, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

---

TRADUCTION DU TEXTE ADOPTE PAR LE COMITE  
ET SOUMIS SANS MODIFICATION AU  
COMITE DE COORDINATION

### Article 72

Le Secrétaire Général peut attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur toute affaire qui, à son avis, est de nature à mettre en danger la paix et la sécurité internationales.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire Général et le personnel ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Ils ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux. Les membres s'engagent à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire Général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

3861

664

341

~~339~~



## COORDINATION COMMITTEE

---

### Chapitre X. Le Secrétariat

#### Nouveau paragraphe faisant suite à l'Article 72

#### Texte des Propositions de Dumbarton Oaks

(Cette disposition ne figure pas dans les Propositions de Dumbarton Oaks)

#### Traduction du texte adopté définitivement par le Comité I/2, le 4 juin 1945

Le personnel est nommé par le Secrétaire Général, conformément aux règles fixées par l'Assemblée Générale. La nécessité d'assurer à l'Organisation les services d'un personnel possédant les plus hautes qualités de compétence, de zèle et d'intégrité est la considération primordiale qui doit inspirer le choix et l'emploi de ce personnel. Il est important que le recrutement soit effectué sur une aire géographique aussi étendue que possible.

Note du traducteur: La variante suivante pourrait être utilisée en français: "Il importe d'assurer au recrutement du personnel un caractère aussi international que possible."

*The United Nations Conference  
on International Organization*

RESTRICTED  
WD/214 (FRENCH)  
CO/92 (1)  
JUNE 7, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

---

TRADUCTION DU TEXTE ADOPTE PAR LE COMITE TECHNIQUE  
ET SOUMIS, SANS MODIFICATION, AU COMITE DE COORDINATION

### Nomination du Personnel

#### Article 72 X

Le personnel est nommé par le Secrétaire Général, conformément aux règles fixées par l'Assemblée Générale. La nécessité d'assurer à l'Organisation les services d'un personnel possédant les plus hautes qualités de compétence, de zèle et d'intégrité est la considération primordiale qui doit inspirer le choix et l'emploi de ce personnel. Il est important que le recrutement soit effectué sur une aire géographique aussi étendue que possible.

Note du traducteur: La variante suivante pourrait être utilisée en français: "Il importe d'assurer au recrutement du personnel un caractère aussi international que possible."

668

3830

## COORDINATION COMMITTEE

---

( Ces dispositions n'existent pas dans les  
Propositions de Dumbarton Oaks )

Traduction du texte adopté définitivement  
par le Comité IV/2, le 26 mai 1945

1. Tout traité ou accord international  
conclu par un membre de l'Organisation après l'en-  
trée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt  
possible, enregistré au Secrétariat et publié  
par lui.

2. Aucune partie à un tel traité ou accord  
international qui n'aura pas été enregistré con-  
formément aux dispositions du présent article  
ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant  
un organe quelconque de l'Organisation.

670

## COORDINATION COMMITTEE

---

PROJET DE MODIFICATION AU TEXTE DU COMITE TECHNIQUE  
PRESENTE PAR LE SECRETARIAT AU COMITE DE COORDINATION

### Chapitre XIII

#### Dispositions diverses

##### Article 74\*

Tout traité ou accord international auquel un Membre de l'Organisation a adhéré après l'entrée en vigueur de la présente Charte sera, aussitôt que possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui.

##### Article 75\*\*

Aucune des parties à un traité ou accord international qui n'aura pas été enregistré conformément aux dispositions de l'Article 74 ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe quelconque de l'Organisation.

---

\*Voir Projet de texte No 39, Article 67

\*\*Voir Projet de texte No 39, Article 68



## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTES REVISES PAR LE COMITE CONSULTATIF DE JURISTES

A SA SEPTIEME SEANCE, LE 13 JUIN 1945

ET APPROUVES PAR LE COMITE DE COORDINATION

A SA DIX-HUITIEME SEANCE, LE 13 JUIN 1945

### Chapitre XIII

#### Dispositions Diverses

#### Article 74

1. Tout traité ou accord international conclu par un membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, aussitôt que possible, enregistré au Secrétariat et publié par celui-ci.

2. Aucune des parties à un traité ou accord international qui n'aura pas été enregistré conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe quelconque des Nations Unies.

371

*The United Nations Conference  
on International Organization*

RESTRICTED  
WD 245 (FRENCH)  
CO/102  
June 10, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

---

### Chapitre VII. Cour Internationale de Justice

(Cette disposition n'existe pas dans les Propositions  
de Dumbarton Oaks)

Nouveau paragraphe

Traduction du texte adopté définitivement par le Comité IV/1,  
le 7 juin 1945

En cas de divergence quelconque entre les obligations  
des membres de l'Organisation en vertu de la Charte, et  
leurs obligations en vertu d'autres accords internationaux,  
les premières prévaudront.

676

348

## COORDINATION COMMITTEE

---

REVISION DU TEXTE DU COMITE TECHNIQUE PRESENTE PAR LE  
SECRETARIAT AU COMITE DE COORDINATION

### Article 76

En cas de conflit entre les obligations  
assumées par les membres des Nations Unies en vertu de  
la présente Charte et celles qui leur incombent en vertu  
d'un traité ou d'un accord international, les obligations  
imposées par la présente Charte prévalent.

4378

278

348

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTE REVISE PAR LE COMITE CONSULTATIF DE JURISTES

à sa septième Séance, le 13 juin 1945

ET APPROUVE PAR LE COMITE DE COORDINATION

à sa dix-huitième Séance, le 13 juin 1945

### Article 76

En cas de conflit entre les obligations assumées par les membres des Nations Unies en vertu de la présente Charte et les autres obligations internationales qui leur incombent, les obligations imposées par la présente Charte prévalent.

Note du Secrétariat: Le Secrétariat a été invité à attirer l'attention du Bureau du Comité IV/1 sur l'Article 76 et à prendre note de son opinion.

680



*The United Nations Conference  
on International Organization*

RESTRICTED  
WD 243 (FRENCH)  
CO/100  
June 10, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

---

Chapitre

Privilèges et Immunités

(Traduction du texte adopté définitivement par  
le Comité IV/2, le 7 Juin 1945).

L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun  
de ses Membres, du statut juridique nécessaire à l'exercice  
de ses fonctions et à l'accomplissement de sa tâche.

682

L 4223

350

~~348~~  
350

RESTRICTED  
WD 271 (FRENCH)  
CO/100 (1)  
June 12, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTE DU COMITE TECHNIQUE PRESENTE SANS MODIFICATIONS  
AU COMITE DE COORDINATION

### Article 77X

L'Organisation jouit sur le territoire de  
chacun de ses membres de la capacité juridique nécessaire  
à l'exercice de ses fonctions et à l'accomplissement de sa  
mission.

4364

684

~~349~~  
351

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTES REVISES PAR LE COMITE CONSULTATIF DE JURISTES

à sa septième séance, le 13 juin 1945

ET APPROUVES PAR LE COMITE DE COORDINATION

à sa dix-huitième séance, le 13 juin 1945

### Article 77X

Les Nations Unies jouissent sur le territoire de  
chacun de leurs membres de la capacité juridique nécessaire  
à l'exercice de leurs fonctions et à l'accomplissement de  
leur mission.

686

*The United Nations Conference  
on International Organization*

RESTRICTED  
WD 133 (FRENCH)  
CO/73  
June 3, 1945

## COORDINATION COMMITTEE

### Chapitre ---- Privilèges et immunités

#### Article 78\*

#### Texte des Propositions de Dumbarton Oaks

(Cette disposition n'existe pas dans les Propositions de Dumbarton Oaks).

#### Traduction du texte adopté définitivement par le Comité IV/2, le 18 Mai 1945

(Les modifications sont soulignées)

1. (a) L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

(b) Les représentants des membres de l'Organisation et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer, en toute indépendance, leurs fonctions au service de l'Organisation.

2. L'Assemblée Générale peut faire des recommandations en vue de fixer les détails d'application des dispositions ci-dessus ou proposer aux membres de l'Organisation des conventions à cet effet.

\* Voir Projet de texte No 12.



## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTE APPROUVE EN PREMIERE LECTURE PAR LE COMITE DE  
COORDINATION

à sa cinquième Séance, le 24 mai 1945

### Article 78\*

1. (a) L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

(b) Les représentants des Membres de l'Organisation et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent également des privilèges et immunités nécessaires pour exercer, en toute indépendance, leurs fonctions au service de l'Organisation.

2. L'Assemblée Générale peut faire des recommandations en vue de fixer les détails d'application des dispositions ci-dessus ou proposer aux Membres de l'Organisation des conventions à cet effet.

---

\*Voir Projet de texte No 12

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTE REVISE PAR LE COMITE CONSULTATIF DES JURISTES

à sa Deuxième Séance, le 31 mai 1945

### Article 77\*

1. L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.
2. Les représentants des membres de l'Organisation et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer, en toute indépendance, leurs fonctions au service de l'Organisation.
3. L'Assemblée Générale peut faire des recommandations en vue de fixer les détails d'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, ou proposer aux membres de l'Organisation des conventions à cet effet.

---

\* Voir le Projet de texte No. 12

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTES APPROUVES LE 13 JUIN 1945 PAR LE COMITE  
CONSULTATIF DE JURISTES

à sa septième séance

ET PAR LE COMITE DE COORDINATION

à sa dix-huitième séance

### Article 78

1. L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

2. Les représentants des membres de l'Organisation et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent également des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer, en toute indépendance, leurs fonctions au service de l'Organisation.

3. L'Assemblée Générale peut faire des recommandations en vue de fixer les modalités d'application des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ou proposer aux membres de l'Organisation des conventions à cet effet.

694

## COORDINATION COMMITTEE

---

### CHAPITRE XI. AMENDEMENTS

(Traduction du texte définitif adopté par le Comité I/2  
le 16 juin 1945)

L'Assemblée Générale, par un vote à la majorité des deux-tiers et avec l'approbation du Conseil de Sécurité, votant conformément aux dispositions du Chapitre VI, Section C, paragraphe 2, pourra décider de la réunion d'une conférence générale des membres de l'Organisation des Nations Unies, en vue d'une révision de la Charte, et en fixer la date et le lieu. Chaque membre de l'Organisation disposera d'une voix à la conférence. Toute modification à la Charte recommandée par la Conférence à la majorité des deux-tiers prendra effet lorsqu'elle aura été ratifiée par les 2/3 des membres de l'Organisation, y compris tous les membres permanents du Conseil de Sécurité, conformément à leurs règles constitutionnelles. Si cette conférence n'a été convoquée avant la dixième session annuelle de l'Assemblée qui suivra l'entrée en vigueur de la Charte, une proposition de convocation sera inscrite à l'ordre du jour de cette session, et la conférence sera réunie s'il en est ainsi décidé par l'Assemblée à la majorité absolue et par 7 des membres du Conseil de Sécurité.

Les amendements entreront en vigueur pour tous les membres de l'Organisation quand ils auront été adoptés à la majorité des 2/3 des membres de l'Assemblée Générale et ratifiés conformément à leurs règles constitutionnelles respectives par les deux-tiers des membres de l'Organisation, y compris tous les membres permanents du Conseil de Sécurité.



## COORDINATION COMMITTEE

### TEXTE ADOPTE PAR LE COMITE TECHNIQUE

(Cette disposition n'existe pas dans les  
Propositions de Dumbarton Oaks.)

#### Chapitre ... Amendements et Ratification

(Traduction du texte adopté définitivement par le Comité IV/2,  
le 7 juin 1945)

1. La présente Charte sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles.

2. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui notifiera chaque dépôt à tous les Etats signataires.

3. Aussitôt que tous les Etats ayant droit à un siège permanent au Conseil de Sécurité et la majorité des autres Etats signataires auront déposé leurs ratifications, la Charte entrera en vigueur pour les dits Etats.

4. La Charte entrera en vigueur pour chacun des autres Etats signataires à la date du dépôt de sa ratification.

## COORDINATION COMMITTEE

TEXTE DU COMITE TECHNIQUE  
SOU MIS SANS MODIFICATION AU COMITE DE COORDINATION

### Article 82

1. La présente Charte sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles.
2. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui notifiera chaque dépôt à tous les Etats signataires.
3. Aussitôt que tous les Etats ayant droit à un siège permanent au Conseil de Sécurité et la majorité des autres Etats signataires auront déposé leurs ratifications, la Charte entrera en vigueur pour les dits Etats.
4. La Charte entrera en vigueur pour chacun des autres Etats signataires à la date du dépôt de sa ratification.

## COORDINATION COMMITTEE

---

TEXTE REVISE LE 13 JUIN 1945 PAR LE COMITE CONSULTATIF DE JURISTES  
A SA SEPTIEME SEANCE  
ET PAR LE COMITE DE COORDINATION  
A SA HUITIEME SEANCE

### Article 82

1. La Charte sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs règles constitutionnelles.

2. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui notifiera chaque dépôt à tous les Etats signataires ainsi qu'au Secrétaire Général de l'Organisation lors que celui-ci aura été élu.

3. La Charte entrera en vigueur dès que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura fait connaître que les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, la République de Chine, la France et la majorité des autres Etats signataires ont déposé leurs ratifications.

4. La Charte entrera en vigueur pour chacune des autres Etats signataires à la date du dépôt de sa ratification.

# COORDINATION COMMITTEE

COMITE DE COORDINATION

---

TEXTE REVISE PAR LE COMITE CONSULTATIF DE JURISTES AU COURS  
DE SA HUITIEME SEANCE, le 14 JUIN, 1945, APRES LA  
REVISION FAITE PAR LE COMITE DE COORDINATION,  
AU COURS DE SA DIX HUITIEME SEANCE,  
le 13 JUIN, 1945

## Article 82.

1. La présente Charte sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs règles constitutionnelles.
2. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui notifiera chaque dépôt à tous les Etats signataires ainsi qu'au Secrétaire Général de l'Organisation, lorsque celui-ci aura été élu.
3. La présente Charte entrera en vigueur après le dépôt des ratifications par les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Union des Républiques Socialistes, la République de Chine, la France et la majorité des autres Etats signataires. Un procès-verbal des dépôts est dressé par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en communique les copies à tous les Etats signataires.
4. Les Etats signataires de la présente Charte et qui la ratifient par la suite deviennent membres des Nations Unies à la date du dépôt de leurs ratifications respectives.



## COORDINATION COMMITTEE

### MODIFICATIONS AUX DOCUMENTS DU COMITE DE COORDINATION

#### SE RAPPORTANT AUX ART. 59, 60, 66X et 77X.

Une légère erreur s'est glissée dans le texte des documents suivants:

Article 59 - le document CO/66(2) devrait porter le numéro CO/66(1) et le document CO/66(3) le numéro CO/66(2).

Article 60 - le document CO/44(1) (feuille blanche) devrait porter le numéro CO/44(2).

Article 77X- dans le doc. CO/100 (feuille bleue), les mots "Chapitre, Privilèges et Immunités" ont été insérés par erreur et devraient être éliminés.

L'article désigné sous le numéro 66X(Doc. CO/102, feuille bleue) devrait porter le numéro 76. Les numéros du WD et du CO correspondants demeurent sans changement.

MM. les Membres du Comité sont priés de corriger comme il est dit les copies de ces documents qui sont en leur possession. Il ne sera pas publié de nouveaux documents pour les remplacer.

## COORDINATION COMMITTEE

### Chapitre XII. Dispositions transitoires

#### Texte des Propositions de Dumbarton Oaks

1. En attendant l'entrée en vigueur de l'accord spécial ou des accords spéciaux dont il est question au Chapitre VIII, Section B, paragraphe 5, et conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la Déclaration des Quatre Nations, signée à Moscou le 30 octobre 1943, les Etats parties à cette Déclaration devraient se consulter entre eux et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, en vue de telle action commune au nom de l'Organisation, qui pourrait être nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. Aucune disposition de la Charte ne devrait faire obstacle aux mesures prises ou autorisées, vis-à-vis des Etats ennemis et comme suite à la présente guerre, par les Gouvernements responsables de ces mesures.

Traduction du texte adopté définitivement par le  
Comité III/3, le 19 juin 1945

(Les modifications sont soulignées)

1. En attendant l'entrée en vigueur des accords spéciaux mentionnés au Chapitre VIII, Section B, Paragraphe 5, qui, de l'avis du Conseil de Sécurité, lui permettront de commencer à assumer les responsabilités qui lui incombent en application du Chapitre VIII, Section B, paragraphe 4, les Etats parties à la Déclaration des Quatre Nations, signée à Moscou, le 30 octobre 1943 et la France, se concerteront entre eux et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de cette Déclaration, en vue de prendre en commun au nom de l'Organisation, toute action qui pourrait être nécessaire pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

2. Aucune disposition de la présente Charte n'interdit aux gouvernements qui en ont la responsabilité de prendre ou d'autoriser à l'égard des Etats ennemis, les mesures qui seraient nécessaires à la suite de la présente guerre.

## COORDINATION COMMITTEE

---

### TEXTE APPROUVE PAR LE COMITE TECHNIQUE

(Le texte entier de ce Chapitre étant nouveau, il n'a pas été souligné comme on le fait d'habitude pour indiquer les additions aux Propositions de Dumbarton Oaks).

### CHAPITRE DU REGIME DE TUTELLE. SECTION A

#### A. Déclaration

(Texte définitif adopté par le Comité II/4  
en date du 20 juin 1945)

1. Les Etats membres des Nations Unies à qui incombe la responsabilité de l'administration de territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires et acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales, et à cet effet fin:

a) d'assurer, dans le dû respect de la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les abus;

b) de développer l'autonomie administrative (self-government), de tenir compte des aspirations politiques des populations, et les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux circonstances particulières de chaque territoire et de ses



populations et à leurs degrés variables d'avancement;

c) d'affermir la paix et la sécurité internationales;

d) de favoriser des mesures constructives de développement, d'encourager des travaux de recherches, de coopérer l'un avec l'autre et, quand et où cela serait possible, avec les organismes internationaux spécialisés, en vue d'atteindre les buts sociaux, économiques, et scientifiques indiqués au présent paragraphe;

e) de communiquer régulièrement au Secrétaire Général, à titre d'information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et d'éducation des territoires autres que ceux auxquels s'appliquent les dispositions de la Section B du présent chapitre.

2. Les Etats membres reconnaissent également que leur politique doit être fondée, dans ces territoires comme dans leurs territoires métropolitains, sur le principe général du bon voisinage, compte tenu des intérêts et de la prospérité des autres membres de la communauté mondiale dans le domaine social, économique et commercial.



## COORDINATION COMMITTEE

### TEXTE ADOPTE PAR LE COMITE TECHNIQUE

(L'ensemble de ce Chapitre est nouveau et n'a pas de contrepartie dans les Propositions de Dumbarton Oaks)

#### Chapitre sur le Régime de Tutelle, Section B

(Texte français définitif, adopté par le Comité II/4 le 18 juin 1945)  
B. RÉGIME INTERNATIONAL DE TUTELLE

1. Les Nations Unies établiront, sous leur autorité, un régime international de Tutelle pour l'administration et la surveillance des territoires, appelés ci-après territoires sous Tutelle, qui pourront être placés sous ce régime en vertu d'accords particuliers ultérieurs; elles créeront à ces fins le mécanisme approprié.

2. Conformément aux buts des Nations Unies énoncés au Chapitre I de la Charte, les fins essentielles du système de Tutelle seront les suivantes:

- (a) affermir la paix et la sécurité internationales;
- (b) favoriser le développement politique, économique et social des populations des territoires sous Tutelle ainsi que le développement de leur instruction; favoriser également leur évolution progressive vers l'autonomie administrative (self-government) ou vers l'indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire et à ses populations, des aspirations librement exprimées des peuples intéressés et des dispositions qui pourront être prévues dans chaque accord de Tutelle;
- (c) encourager au bénéfice de tous le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans distinction de race, de langue, de religion ou de sexe, et développer la conscience de l'interdépendance des peuples du monde; et
- (d) assurer l'égalité de traitement dans le domaine social, économique et commercial à tous les

718

membres des Nations Unies et à leurs ressortissants, et assurer également à ces derniers l'égalité de traitement dans l'administration de la justice, sans porter préjudice à la réalisation des fins énoncées aux alinéas (a) et (b) ci-dessus, et sous réserve des dispositions du paragraphe 5 ci-dessous.

3. Le régime de Tutelle s'appliquera aux territoires rentrant dans les catégories ci-dessous et qui viendraient à être placés sous ce régime en vertu d'accords de Tutelle:

- (a) territoires actuellement sous mandat;
- (b) territoires qui pourront être détachés d'Etats ennemis par suite de la présente guerre;
- (c) territoires volontairement placés sous ce régime par les Etats responsables de leur administration.

Il sera déterminé par accord ultérieur quels territoires de ces diverses catégories seront placés sous le régime de Tutelle et dans quelles conditions. Le régime de Tutelle ne s'appliquera pas aux pays devenus membres des Nations Unies, leurs relations mutuelles étant fondées sur le respect du principe de l'égalité.

4. Les termes de la Tutelle, pour chacun des territoires destinés à être placés sous le régime de Tutelle, de même que toute modification et tout amendement de ces termes, feront l'objet d'un accord entre les Etats directement intéressés, y compris la Puissance mandataire dans le cas de territoires administrés sous mandat par l'une des Nations Unies, et seront approuvés conformément aux paragraphes 8 et 10.

5. A l'exception de ce qui peut être convenu dans les accords particuliers de Tutelle passés en vertu des paragraphes 3, 4 et 6, plaçant chaque territoire sous le régime de Tutelle, et jusqu'à ce que ces accords aient été conclus, aucune disposition du présent chapitre ne sera interprétée comme modifiant directement ou indirectement, en aucune manière, les droits quelconques d'aucun Etat ou d'aucun peuple ou les termes d'instruments internationaux en vigueur auxquels des Etats membres peuvent être parties. Ce paragraphe ne doit pas être interprété comme justifiant un retard ou un ajournement de la négociation ou de la conclusion d'accords destinés à placer sous le régime de Tutelle, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 3, des territoires sous mandat ou d'autres territoires.



6. L'accord de Tutelle fixera, dans chaque cas, les conditions dans lesquelles le territoire sera administré et désignera l'autorité qui assurera l'administration du territoire sous Tutelle. Cette autorité, qui pourra être un Etat ou plusieurs ou les Nations Unies elles-mêmes, sera désignée ci-après sous le nom d'autorité chargée de l'administration.
7. En outre, tout accord de Tutelle peut désigner une ou plusieurs zones stratégiques, comprenant une partie ou la totalité du territoire sous Tutelle, sans préjudice de tout accord spécial conclu en application du paragraphe 5 de la Section B du Chapitre VIII.
8. En ce qui concerne ces zones stratégiques, toutes les fonctions dévolues aux Nations Unies, y compris l'approbation des termes de la Tutelle ainsi que de la modification et de l'amendement éventuel de ceux-ci seront exercées par le Conseil de Sécurité. Les buts essentiels prévus au paragraphe 2 s'appliqueront aux populations de chacune des zones stratégiques. Le Conseil de Sécurité, sous réserve des exigences de la sécurité et tout en respectant les dispositions des accords de Tutelle, aura recours à l'assistance du Conseil de Tutelle prévu au paragraphe 11, dans l'exercice des fonctions que les Nations Unies assument du fait du régime de Tutelle en matière politique, économique et sociale, et en matière d'instruction, dans les zones stratégiques.
9. L'autorité chargée de l'administration aura le devoir de veiller à ce que le territoire sous Tutelle contribue au maintien de la paix et de la sécurité internationales. A cette fin, elle aura le droit d'utiliser des contingents volontaires, les facilités et l'aide du territoire pour remplir les obligations qu'elle aura contractées à cet égard envers le Conseil de Sécurité et pour assurer la défense du territoire sous Tutelle, le respect de la loi et le maintien de l'ordre intérieur.
10. En ce qui concerne les accords de Tutelle relatifs à toutes les zones qui ne sont pas désignées comme stratégiques, les fonctions des Nations Unies, y compris l'approbation des termes de ces accords et de leur modification ou amendement, seront exercées par l'Assemblée Générale.
11. Il sera créé un Conseil de Tutelle qui fonctionnera sous l'autorité de l'Assemblée Générale afin de l'assister dans l'exercice des fonctions que le régime de Tutelle ne réserve pas au Conseil de Sécurité. Le Conseil de Tutelle sera composé de représentants spécialement qualifiés, et qui seront désignés: (a) par chacun des Etats chargés d'administrer des territoires sous Tutelle, à raison d'un par Etat; (b) par

chacun des Etats désignés nommément à la Section A du Chapitre VI et n'administrant pas de territoires sous Tutelle, à raison d'un par Etat; et (c) par d'autres Etats élus pour trois ans par l'Assemblée Générale, à raison d'un représentant par Etat, et de manière que le nombre total des représentants se partage également entre les Etats qui administrent des territoires sous Tutelle et ceux qui n'en administrent pas. Le Conseil de Tutelle recourra, s'il y a lieu, à l'assistance du Conseil Economique et Social et des autres organismes qui seront rattachés aux Nations Unies, pour les questions relevant du domaine propre de ces organismes.

12. Le Conseil de Tutelle adopte son propre règlement y compris le mode de désignation de son Président. Il se réunit comme le prescrivent ses propres règles; celles-ci comprendront des dispositions prévoyant la convocation d'une séance à la demande de la majorité de ses membres.

13. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil de Tutelle auront qualité, dans l'accomplissement de leurs fonctions, pour examiner les rapports qui leur seront soumis par l'autorité chargée de l'administration; recevoir des pétitions et les examiner en consultation avec cette autorité; et faire procéder à des visites périodiques dans les territoires administrés par ladite autorité à des dates convenues avec elle. Ces dispositions et toutes autres seront prises conformément aux accords de Tutelle.

14. Pour chaque territoire relevant de la compétence de l'Assemblée Générale, l'autorité chargée de l'administration adressera à l'Assemblée un rapport annuel rédigé d'après un questionnaire établi par le Conseil de Tutelle, portant sur les progrès de la population du territoire dans les domaines politique, économique et social, et dans celui de l'instruction.

15. Le Conseil de Tutelle dispose d'un personnel permanent qui fait partie du Secrétariat des Nations Unies.

721

~~307~~ 369



*The United Nations Conference  
on International Organization*

RESTRICTED  
WD 353 (ENG., FR.)  
CO/140  
June 16, 1945

# COORDINATION COMMITTEE

## Right of Self-Defense\*

Nothing in this Charter shall impair the inherent right of individual or collective self-defense against armed attack pending the taking by the Security Council of the measures necessary to maintain or restore international peace and security. Measures taken by members in the exercise of this right of self-defense shall be immediately reported to the Security Council and shall not in any way affect the authority and responsibility of the Security Council under this Charter to take at any time such action as it may deem necessary in order to maintain or restore international peace and security.

## Droit de légitime défense

Aucune disposition de la présente Charte ne saurait porter atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, contre une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par les membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense seront immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité et n'affecteront en rien le pouvoir et le devoir qu'à le Conseil en vertu de la Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

\*Committee III/4 recommended that this article be placed as a separate section following "Regional Arrangements." The Coordination Committee has not yet taken a decision on this matter.

C-1

PROJETS DE CHAPITRES DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

~~all~~  
~~pgs~~

372 w

372

PROJET DE CHARTE DES NATIONS UNIES

21 juin 1945

495

PROJET DE STATUT DE LA  
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

6-1

579



## **COORDINATION COMMITTEE**

### MODIFICATIONS AU RAPPORT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

#### ADOPTÉES PAR LE COMITÉ IV/1.

Depuis que le Statut a été soumis au Comité Consultatif  
des Juristes.

A la séance du 11 juin, le Comité IV/1 a adopté certaines modifications aux articles 42 et 69 du Statut de la Cour Internationale de Justice tel qu'il a été soumis au Comité Consultatif des Juristes et au Comité de Coordination. Les modifications adoptées par le Comité sont insérées et soulignées dans les textes suivants:

#### Article 42

- "3. Les agents, les avocats et les conseils des parties devant la Cour jouiront des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions."

#### Article 69

- " La procédure à suivre pour l'établissement et l'entrée en vigueur des amendements au présent Statut sera celle prévue par la Charte des Nations Unies pour l'établissement et l'entrée en vigueur des amendements à ladite Charte, sous réserve des dispositions qu'adopterait l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité pour régler la participation à cette procédure des Etats qui, tout en ayant accepté le Statut de la Cour, ne sont pas membres des Nations Unies."

# COORDINATION COMMITTEE

---

PROJET DE STATUT DE LA COUR  
INTERNATIONALE DE JUSTICE,  
REVU ET PRESENTE PAR LE COMITE  
CONSULTATIF DES JURISTES,  
SOUS RESERVE DE L'APPROBATION  
DU COMITE DE COORDINATION.

# **COORDINATION COMMITTEE**

---

TEXTE DEFINITIF DU PROJET DE STATUT DE LA  
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE APPROUVE EN ANGLAIS  
PAR LE COMITE DE COORDINATION ET LE COMITE CONSUL-  
TATIF DE JURISTES, LE 22 JUIN, 1945. LE TEXTE FRAN-  
CAIS A ETE APPROUVE DEFINITIVEMENT PAR LE COMITE  
CONSULTATIF DE JURISTES, LE 22 JUIN, 1945.

5362



# Draft

## STATUT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

### Article 1

LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE instituée par la Charte des Nations Unies comme organe judiciaire principal de l'Organisation sera constituée et fonctionnera conformément aux dispositions du présent Statut.

## CHAPITRE I

### ORGANISATION DE LA COUR

#### Article 2

La Cour est un corps de magistrats indépendants, élus, sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

#### Article 3

1. La Cour se compose de quinze membres. Elle ne pourra comprendre plus d'un ressortissant du même Etat.

2. A cet égard celui qui pourrait être considéré comme le ressortissant de plus d'un Etat, sera censé être ressortissant de celui où il exerce habituellement ses droits civils et politiques.

#### Article 4

1. Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée Générale et par le Conseil de Sécurité sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour Permanente d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

2. En ce qui concerne les Membres des Nations Unies qui ne sont pas représentés à la Cour Perma-

nente d'Arbitrage, les candidats seront présentés par des groupes nationaux, désignés à cet effet par leurs gouvernements, dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour Permanente d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

3. En l'absence d'accord spécial, l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, règlera les conditions auxquelles peut participer à l'élection des membres de la Cour un Etat qui, tout en étant partie au présent Statut, n'est pas Membre des Nations Unies.

#### Article 5

1. Trois mois au moins avant la date de l'élection, le Secrétaire Général des Nations Unies invite par écrit les membres de la Cour Permanente d'Arbitrage appartenant aux Etats qui sont parties au présent Statut, ainsi que les membres des groupes nationaux désignés conformément au paragraphe 2 de l'article 4, à procéder dans un délai déterminé, par groupes nationaux, à la présentation de personnes en situation de remplir les fonctions de membre de la Cour.

2. Chaque groupe ne peut, en aucun cas, présenter plus de quatre personnes dont deux au plus de sa nationalité. En aucun cas, il ne peut être présenté un nombre de candidats plus élevé que le double des sièges à pourvoir.

#### Article 6

Avant de procéder à cette désignation, il est recommandé à chaque groupe national de consulter la plus haute cour de justice, les facultés et écoles de droit, les académies nationales et les sections nationales d'académies internationales, vouées à l'étude du droit.



# Draft

## Article 7

1. Le Secrétaire Général dresse, par ordre alphabétique, une liste de toutes les personnes ainsi désignées: seules ces personnes sont éligibles, sauf le cas prévu à l'article 12, paragraphe 2.

2. Le Secrétaire Général communique cette liste à l'Assemblée Générale et au Conseil de Sécurité.

## Article 8

L'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité procèdent indépendamment l'un de l'autre à l'élection des membres de la Cour.

## Article 9

Dans toute élection, les électeurs auront en vue que les personnes appelées à faire partie de la Cour, non seulement réunissent individuellement les conditions requises, mais assurent dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

## Article 10

1. Sont élus ceux qui ont réuni la majorité absolue des voix dans l'Assemblée Générale et dans le Conseil de Sécurité.

2. Le vote au Conseil de Sécurité, soit pour l'élection des juges, soit pour la nomination des membres de la commission visée à l'article 12 ci-après, ne comportera aucune distinction entre membres permanents et membres non-permanents du Conseil de Sécurité.

3. Au cas où le double scrutin de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité se porterait sur plus d'un ressortissant du même Etat, le plus âgé est seul élu.

## Article 11

Si, après la première séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé, de la même manière, à une seconde et, s'il est nécessaire, à une troisième.

## Article 12

1. Si, après la troisième séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il peut être à tout moment formé sur la demande, soit de l'Assemblée Générale, soit du Conseil de Sécurité, une Commission médiatrice de six membres, nommés trois par l'Assemblée Générale, trois par le Conseil de Sécurité, en vue de choisir par un vote à la majorité absolue, pour chaque siège non pourvu, un nom à présenter à l'adoption séparée de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité.

2. La Commission médiatrice peut porter sur sa liste le nom de toute personne satisfaisant aux conditions requises et qui recueille l'unanimité de ses suffrages, lors même qu'il n'aurait pas figuré sur la liste de présentation visée à l'article 7.

3. Si la Commission médiatrice constate qu'elle ne peut réussir à assurer l'élection, les membres de la Cour déjà nommés pourvoient aux sièges vacants, dans un délai à fixer par le Conseil de Sécurité, en choisissant parmi les personnes qui ont obtenu des suffrages soit dans l'Assemblée Générale, soit dans le Conseil de Sécurité.

4. Si, parmi les juges, il y a partage égal des voix, la voix du juge le plus âgé l'emporte.

## Article 13

1. Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans et ils sont rééligibles; toutefois, en ce qui concerne les juges nommés à la première élection de la Cour, les fonctions de cinq juges prendront fin au bout de trois ans, et celles de cinq autres juges prendront fin au bout de six ans.

2. Les juges dont les fonctions prendront fin au terme des périodes initiales de trois et six ans mentionnées ci-dessus seront désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire Général, immédiatement après qu'il aura été procédé à la première élection.

3. Les membres de la Cour restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

# Draft

4. En cas de démission d'un membre de la Cour, la démission sera adressée au Président de la Cour, pour être transmise au Secrétaire Général. Cette dernière notification emporte vacance de siège.

## Article 14

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection, sous réserve de la disposition ci-après: dans le mois qui suivra la vacance, le Secrétaire Général procédera à l'invitation prescrite par l'article 5, et la date d'élection sera fixée par le Conseil de Sécurité.

## Article 15

Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

## Article 16

1. Les membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative, ni se livrer à aucune autre occupation de caractère professionnel.

2. En cas de doute, la Cour décide.

## Article 17

1. Les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire.

2. Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

3. En cas de doute, la Cour décide.

## Article 18

1. Les membres de la Cour ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement

unanime des autres membres, ils ont cessé de répondre aux conditions requises.

2. Le Secrétaire Général en est officiellement informé par le Greffier.

3. Cette communication emporte vacance de siège.

## Article 19

Les membres de la Cour jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités diplomatiques.

## Article 20

Tout membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonction, en séance publique, prendre engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

## Article 21

1. La Cour nomme, pour trois ans, son Président et son Vice-Président; ils sont rééligibles.

2. Elle nomme son Greffier et peut pourvoir à la nomination de tels autres fonctionnaires qui seraient nécessaires.

## Article 22

1. Le siège de la Cour est fixé à La Haye. La Cour peut toutefois siéger et exercer ses fonctions ailleurs lorsqu'elle le juge désirable.

2. Le Président et le Greffier résident au siège de la Cour.

## Article 23

1. La Cour reste toujours en fonction, excepté pendant les vacances judiciaires, dont les périodes et la durée sont fixées par la Cour.

2. Les membres de la Cour ont droit à des congés périodiques dont la date et la durée seront fixées par la Cour, en tenant compte de la distance qui sépare La Haye de leurs foyers.

3. Les membres de la Cour sont tenus, à moins de congé, d'empêchement pour cause de maladie ou autre motif grave dûment justifié auprès du Président, d'être à tout moment à la disposition de la Cour.



# Draft

## Article 24

1. Si, pour une raison spéciale, l'un des membres de la Cour estime devoir ne pas participer au jugement d'une affaire déterminée, il en fait part au Président.

2. Si le Président estime qu'un des membres de la Cour ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger dans une affaire déterminée, il en avertit celui-ci.

3. Si, en pareils cas, le membre de la Cour et le Président sont en désaccord, la Cour décide.

## Article 25

1. Sauf exception expressément prévue par le présent Statut, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

2. Sous la condition que le nombre des juges disponibles pour constituer la Cour ne soit pas réduit à moins de onze, le Règlement de la Cour pourra prévoir que, selon les circonstances et à tour de rôle, un ou plusieurs juges pourront être dispensés de siéger.

3. Le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

## Article 26

1. La Cour peut, à toute époque, constituer une ou plusieurs chambres composées de trois juges au moins selon ce qu'elle décidera, pour connaître de catégories déterminées d'affaires, par exemple d'affaires de travail et d'affaires concernant le transit et les communications.

2. La Cour peut, à toute époque, constituer une chambre pour connaître d'une affaire déterminée. Le nombre des juges de cette chambre sera fixé par la Cour avec l'assentiment des parties.

3. Les chambres prévues au présent article statueront, si les parties le demandent.

## Article 27

Tout arrêt rendu par l'une des chambres prévues aux articles 26 et 29 sera considéré comme rendu par la Cour.

## Article 28

Les chambres prévues aux articles 26 et 29 peuvent, avec le consentement des parties, siéger et exercer leurs fonctions ailleurs qu'à La Haye.

## Article 29

En vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de cinq juges, appelés à statuer en procédure sommaire lorsque les parties le demandent. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger.

## Article 30

1. La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment sa procédure.

2. Le Règlement de la Cour peut prévoir des assesseurs siégeant à la Cour ou dans ses chambres, sans droit de vote.

## Article 31

1. Les juges de la nationalité de chacune des parties conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

2. Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une des parties, toute autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger en qualité de juge. Celle-ci devra être prise de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5.

3. Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

4. Le présent article s'applique dans le cas des articles 26 et 29. En pareils cas, le Président priera un, ou, s'il y a lieu, deux des membres de la Cour composant la chambre, de céder leur place aux membres de la Cour de la nationalité des parties intéressées et, à défaut ou en cas d'empêchement, aux juges spécialement désignés par les parties.

# Draft

5. Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent, pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

6. Les juges désignés, comme il est dit aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, doivent satisfaire aux prescriptions des articles 2, 17, paragraphe 2, 20 et 24 du présent Statut. Ils participent à la décision dans des conditions de complète égalité avec leurs collègues.

## Article 32

1. Les membres de la Cour reçoivent un traitement annuel.

2. Le Président reçoit une allocation annuelle spéciale.

3. Le Vice-Président reçoit une allocation spéciale pour chaque jour où il remplit les fonctions de Président.

4. Les juges désignés par application de l'article 31, autres que les membres de la Cour, reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions.

5. Ces traitements, allocations et indemnités sont fixés par l'Assemblée Générale. Ils ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions.

6. Le traitement du Greffier est fixé par l'Assemblée Générale sur la proposition de la Cour.

7. Un règlement adopté par l'Assemblée Générale fixe les conditions dans lesquelles des pensions sont allouées aux membres de la Cour et au Greffier, ainsi que les conditions dans lesquelles les membres de la Cour et le Greffier reçoivent le remboursement de leurs frais de voyage.

8. Les traitements, allocations et indemnités sont exempts de tout impôt.

## Article 33

Les frais de la Cour sont supportés par les Nations Unies de la manière que l'Assemblée Générale décide.

## CHAPITRE II

### COMPETENCE DE LA COUR

#### Article 34

1. Seuls les Etats ont qualité pour se présenter devant la Cour.

2. La Cour, dans les conditions prescrites par son Règlement, pourra demander aux organisations internationales publiques des renseignements relatifs aux affaires portées devant elle, et recevra également les dits renseignements qui lui seraient présentés par ces organisations de leur propre initiative.

3. Lorsque l'interprétation de l'acte constitutif d'une organisation internationale publique ou celle d'une convention internationale adoptée en vertu de cet acte est mise en question dans une affaire soumise à la Cour, le Greffier en avise cette organisation et lui communique toute la procédure écrite.

#### Article 35

1. La Cour est ouverte aux Etats parties au présent Statut.

2. Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil de Sécurité, et, dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

3. Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre des Nations Unies, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour que cette partie devra supporter. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas, si cet Etat participe aux dépenses de la Cour.

#### Article 36

1. La compétence de la Cour s'étend à toutes les affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans la



# Draft

Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur.

2. Les Etats parties au présent Statut, pourront, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d'ordre juridique ayant pour objet:

- a. l'interprétation d'un traité;
- b. tout point de droit international;
- c. la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;
- d. la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

3. Les déclarations ci-dessus visées pourront être faites purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Etats, ou pour un délai déterminé.

4. Ces déclarations seront remises au Secrétaire Général des Nations Unies qui en transmettra copie aux parties au présent Statut ainsi qu'au Greffier de la Cour.

5. Les déclarations faites en application de l'article 36 du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale pour une durée qui n'est pas encore expirée seront considérées, dans les rapports entre parties au présent Statut, comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour Internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes.

6. En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

## Article 37

Lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la Cour Permanente de Justice Internationale, la Cour Inter-

nationale de Justice constituera cette juridiction entre les parties au présent Statut.

## Article 38

1. La Cour, dont la mission est de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis, applique:

- a. les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige;
- b. la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit;

c. les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées;

d. sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

2. La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer *ex aequo et bono*.

## CHAPITRE III

### PROCEDURE

## Article 39

1. Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

2. A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des deux textes qui fera foi.

# Draft

3. La Cour, à la demande de toute partie, autorisera l'emploi par cette partie d'une langue autre que le français ou l'anglais.

## Article 40

1. Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffier; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties doivent être indiqués.

2. Le Greffier donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

3. Il en informe également les Membres des Nations Unies par l'entremise du Secrétaire Général, ainsi que les autres Etats admis à ester en justice devant la Cour.

## Article 41

1. La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

2. En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil de Sécurité.

## Article 42

1. Les parties sont représentées par des agents.

2. Elles peuvent se faire assister devant la Cour par des conseils ou des avocats.

3. Les agents, conseils et avocats des parties devant la Cour jouiront des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions.

## Article 43

1. La procédure a deux phases: l'une écrite, l'autre orale.

2. La procédure écrite comprend la communication à juge et à partie des mémoires, des contre-mémoires, et éventuellement, des répliques, ainsi que de toute pièce et document à l'appui.

3. La communication se fait par l'entremise du Greffier dans l'ordre et les délais déterminés par la Cour.

4. Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre en copie certifiée conforme.

5. La procédure orale consiste dans l'audition par la Cour des témoins, experts, agents, conseils et avocats.

## Article 44

1. Pour toute notification à faire à d'autres personnes que les agents, conseils et avocats, la Cour s'adresse directement au gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel la notification doit produire effet.

2. Il en est de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

## Article 45

Les débats sont dirigés par le Président et, à défaut de celui-ci, par le Vice-Président; en cas d'empêchement, par le plus ancien des juges présents.

## Article 46

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour ou que les deux parties ne demandent que le public ne soit pas admis.

## Article 47

1. Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le Greffier et le Président.

2. Ce procès-verbal a seul caractère authentique.

## Article 48

La Cour rend des ordonnances pour la direction du procès, la détermination des formes et délais dans lesquels chaque partie doit finalement conclure; elle prend toutes les mesures que comporte l'administration des preuves.

## Article 49

La Cour peut, même avant tout débat, demander aux agents de produire tout document et de fournir toutes explications. En cas de refus, elle en prend acte.



# Draft

## Article 50

A tout moment, la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

## Article 51

Au cours des débats, toutes questions utiles sont posées aux témoins et experts dans les conditions que fixera la Cour dans le règlement visé à l'article 30.

## Article 52

Après avoir reçu les preuves et témoignages dans les délais déterminés par elle, la Cour peut écarter toutes dépositions ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui présenter sans l'assentiment de l'autre.

## Article 53

1. Lorsqu'une des parties ne se présente pas, ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

2. La Cour, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'elle a compétence aux termes des articles 36 et 37, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

## Article 54

1. Quand les agents, conseils et avocats ont fait valoir, sous le contrôle de la Cour, tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats.

2. La Cour se retire en Chambre du Conseil pour délibérer.

3. Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

## Article 55

1. Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges présents.

2. En cas de partage des voix, la voix du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

## Article 56

1. L'arrêt est motivé.

2. Il mentionne les noms des juges qui y ont pris part.

## Article 57

Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, tout juge aura le droit d'y joindre l'exposé de son opinion individuelle.

## Article 58

L'arrêt est signé par le Président et par le Greffier. Il est lu en séance publique, les agents dûment prévenus.

## Article 59

La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé.

## Article 60

L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.

## Article 61

1. La revision de l'arrêt ne peut être éventuellement demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.

2. La procédure de revision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la revision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

3. La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure en revision à l'exécution préalable de l'arrêt.

4. La demande en revision devra être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau.

5. Aucune demande de revision ne pourra être

formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

## Article 62

1. Lorsqu'un Etat estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention.

2. La Cour décide.

## Article 63

1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffier les avertit sans délai.

2. Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès, et s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard.

## Article 64

S'il n'en est autrement décidé par la Cour, chaque partie supporte ses frais de procédure.

## CHAPITRE IV

### AVIS CONSULTATIFS

## Article 65

1. La Cour peut donner un avis consultatif sur toute question juridique, à la demande de tout organe ou institution qui aura été autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions, à demander cet avis.

2. Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé sont exposées à la Cour par une requête écrite qui formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

## Article 66

1. Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif à tous les Etats admis

à ester en justice devant la Cour.

2. En outre, à tout Etat admis à ester devant la Cour et à toute organisation internationale jugés, par la Cour ou par le Président si elle ne siège pas, susceptibles de fournir des renseignements sur la question, le Greffier fait connaître, par communication spéciale et directe, que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le Président, ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet.

3. Si un de ces Etats, n'ayant pas été l'objet de la communication spéciale visée au paragraphe 2 du présent article, exprime le désir de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu, la Cour statue.

4. Les Etats ou organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux sont admis à discuter les exposés faits par d'autres Etats et organisations dans les formes, mesures et délais fixés, dans chaque cas d'espèce, par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président. A cet effet, le Greffier communique, en temps voulu, les exposés écrits aux Etats ou organisations qui en ont eux-mêmes présenté.

## Article 67

La Cour prononcera ses avis consultatifs en audience publique, le Secrétaire Général et les représentants des Membres des Nations Unies, des autres Etats et des organisations internationales directement intéressés étant prévenus.

## Article 68

Dans l'exercice de ses attributions consultatives, la Cour s'inspirera en outre des dispositions du présent Statut qui s'appliquent en matière contentieuse, dans la mesure où elle les reconnaîtra applicables.



# Draft

## CHAPITRE V AMENDEMENTS

### *Article 69*

Les amendements au présent Statut seront effectués par le même procédure que celle prévue pour les amendements à la Charte des Nations Unies, sous réserve des dispositions qu'adopterait l'Assemblée Générale, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, pour régler la participation

à cette procédure des Etats qui, tout en ayant accepté le présent Statut de la Cour, ne sont pas Membres des Nations Unies.

### *Article 70*

La Cour pourra proposer les amendements qu'elle jugera nécessaire d'apporter au présent Statut, par la voie de communications écrites adressées au Secrétaire Général, aux fins d'examen conformément aux dispositions de l'article 69.

# COORDINATION COMMITTEE

Modifications apportées au Statut par le  
Comité Consultatif de Juristes et par le  
Comité de Coordination

22 juin 1945, 18h.30

Les modifications apportées au Statut, indépendamment des simples changements de rédaction, sont les suivantes:

- (1) A l'article 3, paragraphe 1, qui était ainsi conçu: "La Cour se compose de quinze membres. Elle ne pourra comprendre plus d'un ressortissant du même Etat ou membre des Nations Unies.", les derniers mots "ou membre des Nations Unies" sont supprimés. Ces mots ont été également supprimés dans les textes suivants: Article 3, paragraphe 2; article 10, paragraphe 3; article 34, paragraphe 1; article 66, paragraphe 3.
- (2) L'article 35, paragraphe 1, qui était ainsi conçu: "La Cour est ouverte aux membres des Nations Unies ainsi qu'aux Etats parties au présent Statut." est modifié comme suit: "La Cour est ouverte aux Etats parties au présent Statut."
- (3) L'article 36, paragraphe 2, qui était ainsi conçu: "Les membres des Nations Unies et les Etats parties au présent Statut pourront, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour....." est modifié comme suit: "Les Etats parties au présent Statut pourront, à n'importe quel moment, déclarer reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour....."

- └ (4) L'article 66, paragraphe 1, qui était ainsi conçu:  
"Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif à tous les membres des Nations Unies, par l'intermédiaire du Secrétaire Général des Nations Unies, et à tous les Etats admis à ester en justice devant la Cour." est modifié comme suit: "Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif à tous les Etats admis à ester en justice devant la Cour."
- (5) L'article 66, paragraphe 2 qui était ainsi conçu:  
"En outre, à tout membre des Nations Unies ou à tout Etat admis à ester devant la Cour....." est modifié comme suit: "En outre, à tout Etat admis à ester devant la Cour....."



## COORDINATION COMMITTEE

---

PROJET DE CHARTE DES NATIONS UNIES APPROUVE  
DEFINITIVEMENT EN ANGLAIS PAR LE COMITE DE COORDI-  
NATION ET PAR LE COMITE CONSULTATIF DE JURISTES LE  
22 JUIN 1945. LE TEXTE EN FRANCAIS A ETE APPROUVE  
EN PARTIE PAR LE COMITE CONSULTATIF DE JURISTES LE  
22 JUIN 1945.

# CHARTRE DES NATIONS UNIES

## PREAMBULE

### NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES RÉSOLUS

- à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes et des nations, grandes et petites,
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,
- à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

#### ET A CES FINS

- à pratiquer la tolérance, à entretenir dans la paix des relations de bon voisinage,
- à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,
- en acceptant des principes et en instituant des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait recours à la force des armes sauf dans l'intérêt commun,
- en recourant aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

avons décidé de mettre nos efforts en commun pour réaliser ces desseins.

En conséquence, nos gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, réunis en la ville de San Francisco, et munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Charte des Nations Unies et établissent par les présentes une organisation internationale qui prendra le nom de "Nations Unies."

CHAPITRE I  
BUTS ET PRINCIPES

Buts

Article 1

Les Buts des Nations Unies sont les suivants:

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin: prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix;
2. Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde;
3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;
4. Etre un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

Principes

Article 2

L'Organisation des Nations Unies et ses Membres, dans la poursuite des buts énoncés à l'Article 1, doivent agir conformément aux principes suivants;



1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres;
2. Les Membres de l'Organisation, afin d'assurer à tous la jouissance des droits et avantages résultant de leur qualité de Membre, doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la présente Charte;
3. Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger;
4. Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.
5. Les Membres de l'Organisation donnent à celle-ci pleine assistance dans toute action entreprise par elle conformément aux dispositions de la présente Charte et s'abstiennent de prêter assistance à un Etat contre lequel l'Organisation entreprend une action préventive ou coercitive;
6. L'Organisation fait en sorte que les Etats qui ne sont pas Membres des Nations Unies agissent conformément à ces principes dans la mesure nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.
7. Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ni n'oblige les Membres à soumettre des affaires de ce genre à une procédure de règlement aux termes de la présente Charte; toutefois ce principe ne porte en rien atteinte à l'application des mesures de coercition prévues au Chapitre VII.

## CHAPITRE II

### MEMBRES

#### Article 3

Sont Membres originaires des Nations Unies les Etats qui, ayant participé à la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale à San Francisco ou ayant antérieurement signé la Déclaration des Nations Unies, en date du 1er janvier 1942, signent la présente Charte et la ratifient conformément à l'Article 110.

#### Article 4

1. Peuvent devenir Membres des Nations Unies tous autres Etats pacifiques qui acceptent les obligations de la présente Charte et, au jugement de l'Organisation, sont capables de les remplir et disposés à le faire.

2. L'admission comme Membre des Nations Unies de tout Etat remplissant ces conditions se fait par décision de l'Assemblée Générale sur recommandation du Conseil de Sécurité.

#### Article 5

Un Membre de l'Organisation contre lequel une action préventive ou coercitive a été entreprise par le Conseil de Sécurité, peut être suspendu par l'Assemblée Générale, sur recommandation du Conseil de Sécurité, de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la qualité de Membre. L'exercice de ces droits et privilèges peut être rétabli par le Conseil de Sécurité.

#### Article 6

Si un Membre de l'Organisation enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la présente Charte, il peut être exclu de l'Organisation par l'Assemblée Générale sur recommandation du Conseil de Sécurité.

## CHAPITRE III

### ORGANES

#### Article 7

1. Il est créé comme organes principaux de l'Organisation des Nations Unies: une Assemblée Générale, un Conseil de Sécurité, un Conseil Economique et Social, un Conseil de Tutelle, une Cour Internationale de Justice et un Secrétariat.
2. Les organes subsidiaires qui se révéleraient nécessaires pourront être créés conformément à la présente Charte.

#### Article 8

Aucune restriction ne sera imposée par l'Organisation à l'accès des hommes et des femmes, dans des conditions égales, à toutes les fonctions dans ses organes principaux et subsidiaires .



CHAPITRE IV  
ASSEMBLEE GENERALE

Composition

Article 9

1. L'Assemblée Générale se compose de tous les Membres des Nations Unies.
2. Chaque Membre a cinq représentants au plus à l'Assemblée Générale.

Fonctions et Pouvoirs

Article 10

L'Assemblée Générale peut discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la présente Charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de l'un quelconque des organes prévus dans la présente Charte, et, sous réserve des dispositions de l'Article 12, faire à ce sujet des recommandations aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de Sécurité, ou aux Membres de l'Organisation et au Conseil de Sécurité.

Article 11

1. L'Assemblée Générale peut étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements, et faire, sur ces principes, des recommandations soit aux Membres de l'Organisation, soit au Conseil de Sécurité, soit aux Membres de l'Organisation et au Conseil de Sécurité.

2. L'Assemblée Générale peut discuter toutes questions se rattachant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, dont elle aura été saisie par l'une quelconque des Nations Unies, ou par le Conseil de Sécurité, ou par un Etat qui n'est pas Membre de l'Organisation, conformément aux dispositions de l'Article 37, paragraphe 2, et, sous réserve de l'article 12, faire sur toutes questions de ce genre des recommandations soit à l'Etat ou aux Etats intéressés, soit au Conseil de Sécurité, soit aux Etats et au Conseil de Sécurité. Toute question de ce genre qui appelle une action est renvoyée au Conseil de Sécurité par l'Assemblée Générale,

avant ou après discussion.

3. L'Assemblée Générale peut attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur les situations qui semblent devoir mettre en danger la paix ou la sécurité internationales.

4. Les pouvoirs de l'Assemblée Générale énumérés dans le présent article ne limitent pas la portée générale de l'article 10.

#### Article 12

1. Tant que le Conseil de Sécurité remplit, à l'égard d'un différend ou d'une situation quelconque, les fonctions qui lui sont attribuées par la présente Charte, l'Assemblée Générale ne doit faire aucune recommandation sur ce différend ou cette situation, à moins que le Conseil de Sécurité ne le lui demande.

2. Le Secrétaire Général, avec l'assentiment du Conseil de Sécurité porte à la connaissance de l'Assemblée Générale, lors de chaque session, les affaires relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales dont s'occupe le Conseil de Sécurité; il avise de même l'Assemblée Générale ou, si l'Assemblée Générale ne siège pas, les Membres de l'Organisation, dès que le Conseil de Sécurité cesse de s'occuper desdites affaires.

#### Article 13

1. L'Assemblée Générale provoque des études et fait des recommandations en vue de:

a. développer la coopération internationale dans le domaine politique et encourager le développement progressif du droit international et sa codification;

b. développer la coopération internationale dans les domaines économique, social, intellectuel, de l'éducation, de la santé publique, et faciliter pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

2. Les autres responsabilités, fonctions et pouvoirs de l'Assemblée Générale, relativement aux questions mentionnées à l'alinéa b ci-dessus sont énoncés aux chapitres IX et X.

#### Article 14

Sous réserve des dispositions de l'article 12, l'Assemblée



L'Assemblée Générale peut recommander les mesures propres à assurer l'ajustement pacifique de toute situation, quelle qu'en soit l'origine, qui lui semble de nature à nuire au bien général ou à compromettre les relations amicales entre nations, y compris les situations résultant d'une infraction aux dispositions de la présente Charte où sont énoncés les buts et les principes des Nations Unies.

#### Article 15

1. L'Assemblée Générale reçoit et étudie les rapports annuels et les rapports spéciaux du Conseil de Sécurité: ces rapports comprennent un compte-rendu des mesures que le Conseil de Sécurité a décidées ou prises pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

2. L'Assemblée Générale reçoit et étudie les rapports des autres organes de l'Organisation.

#### Article 16

L'Assemblée Générale remplit, en ce qui concerne le régime international de Tutelle, les fonctions qui lui sont dévolues en vertu des Chapitres XII et XIII; entre autres, elle approuve les accords de Tutelle relatifs aux zones non désignées comme zones stratégiques.

#### Article 17

1. L'Assemblée Générale examine et approuve le budget de l'Organisation.

2. Les dépenses de l'Organisation sont supportées par les Membres selon la répartition fixée par l'Assemblée Générale.

3. L'Assemblée Générale examine et approuve tous arrangements financiers et budgétaires passés avec les institutions spécialisées visées à l'Article 57 et examine les budgets administratifs des dites institutions en vue de leur adresser des recommandations.

#### Vote

#### Article 18

1. Chaque Membre de l'Assemblée Générale dispose d'une voix.



2. Les décisions de l'Assemblée Générale sur les questions importantes sont prises à la majorité des deux-tiers des Membres présents et votant. Sont considérées comme questions importantes: les recommandations relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'élection des Membres non-permanents du Conseil de Sécurité, l'élection des Membres du Conseil Economique et Social, l'élection des Membres des Nations Unies qui seront appelés à désigner un représentant au Conseil de Tutelle conformément aux dispositions de l'article 88 (c), l'admission de nouveaux Membres dans l'Organisation, la suspension des droits et privilèges de Membres, l'exclusion de Membres, les questions relatives au fonctionnement du régime de Tutelle et les questions budgétaires.

3. Les décisions sur d'autres questions, y compris la détermination de nouvelles catégories de questions à trancher à la majorité des deux-tiers, seront prises à la majorité des Membres présents et votant.

#### Article 19

Un Membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée Générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée Générale peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

#### Procédure

#### Article 20

L'Assemblée Générale tient une session annuelle régulière et, lorsque les circonstances l'exigent, des sessions extraordinaires. Celles-ci sont convoquées par le Secrétaire Général sur la demande du Conseil de Sécurité ou de la majorité des Membres des Nations Unies.

#### Article 21

L'Assemblée Générale établit son règlement intérieur. Elle désigne son Président pour chaque session.

#### Article 22

L'Assemblée Générale peut créer les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

## CHAPITRE V

### CONSEIL DE SECURITE

#### Composition

##### Article 23

1. Le Conseil de Sécurité se compose de onze Membres de l'Organisation. La République de Chine, la France, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Etats-Unis d'Amérique sont membres permanents du Conseil de Sécurité. Six autres Membres de l'Organisation sont élus, à titre de membres non permanents du Conseil de Sécurité par l'Assemblée Générale qui tient spécialement compte, en premier lieu de la contribution des Membres de l'Organisation au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, et aussi d'une répartition géographique équitable.
2. Les membres non permanents du Conseil de Sécurité sont élus pour une période de deux ans. Toutefois, lors de la première élection des membres non permanents, trois seront élus pour une période d'un an. Les membres sortants ne sont pas immédiatement rééligibles.
3. Chaque membre du Conseil de Sécurité a un représentant au Conseil.

#### Fonctions et pouvoirs

##### Article 24

1. Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de Sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité, le Conseil de Sécurité agit en leur nom.
2. Dans l'accomplissement de ces devoirs, le Conseil de Sécurité agit conformément aux Buts et Principes des Nations Unies. Les pouvoirs accordés au Conseil de Sécurité pour lui permettre d'accomplir lesdits devoirs sont définis aux chapitres VI, VII, VIII et XII.
3. Le Conseil de Sécurité soumet pour examen des rapports annuels et, le cas échéant, des rapports spéciaux à l'Assemblée Générale.



## Article 25

Les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de Sécurité conformément à la présente Charte.

## Article 26

Afin de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde, le Conseil de Sécurité est chargé, avec l'assistance du Comité d'Etat-Major prévu à l'article 47, d'élaborer des plans qui seront soumis aux Membres de l'Organisation en vue d'établir un système de réglementation des armements.

## Vote

### Article 27

1. Chaque membre du Conseil de Sécurité dispose d'une voix.
2. Les décisions du Conseil de Sécurité sur des questions de procédure sont prises par un vote affirmatif de sept membres.
3. Les décisions du Conseil de Sécurité sur toutes autres questions sont prises par un vote affirmatif de sept de ses membres dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents, étant entendu que, dans les décisions prises aux termes du chapitre VI et du paragraphe 3 de l'article 52, une partie à un différend s'abstient de voter.

## Procédure

### Article 28

1. Le Conseil de Sécurité est organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence. A cet effet, chaque membre du Conseil de Sécurité doit avoir en tout temps un représentant au siège de l'Organisation.
2. Le Conseil de Sécurité tient des réunions périodiques auxquelles chacun de ses membres peut, s'il le désire, se faire représenter par un membre de son gouvernement ou par quelqu'autre représentant spécialement désigné.



13. Le Conseil de Sécurité peut tenir des réunions à tous endroits autres que le siège de l'Organisation, qu'il juge les plus propres à faciliter sa tâche.

#### Article 29

Le Conseil de Sécurité peut créer les organes subsidiaires qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

#### Article 30

Le Conseil de Sécurité établit son règlement intérieur, dans lequel il fixe le mode de désignation de son Président.

#### Article 31

Tout Membre de l'Organisation peut participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question soumise au Conseil de Sécurité, chaque fois que celui-ci estime que les intérêts de ce Membre sont particulièrement affectés.

#### Article 32

Tout Etat qui est partie à un différend examiné par le Conseil de Sécurité, est convié à participer, sans droit de vote, aux discussions relatives à ce différend. Le Conseil de Sécurité détermine les conditions qu'il estime juste de mettre à la participation d'un Etat qui n'est pas Membre de l'Organisation.

## CHAPITRE VI

### REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS

#### Article 33

1. Les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix.

2. Le Conseil de Sécurité, s'il le juge nécessaire, invite les parties à régler leur différend par de tels moyens.

#### Article 34

Le Conseil de Sécurité peut enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations ou engendrer un différend, afin de déterminer si sa prolongation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

#### Article 35

1. Tout Membre de l'Organisation peut porter un différend ou une situation de la nature visée dans l'article 34, à l'attention du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale.

2. Un Etat qui n'est pas Membre de l'Organisation peut porter à l'attention du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale tout différend auquel il est partie, pourvu qu'il accepte préalablement, aux fins de ce différend, les obligations de règlement pacifique prévues par la présente Charte.

3. L'action de l'Assemblée Générale dans les affaires portées à son attention en vertu du présent article est soumise aux dispositions des articles 11 et 12.

#### Article 36

1. Le Conseil de Sécurité peut, à tout moment de l'évolution d'un différend de la nature mentionnée à l'article 33 ou d'une situation analogue, recommander les procédures ou méthodes d'ajustement appropriées.

2. Le Conseil de Sécurité devra prendre en considération toutes procédures déjà adoptées par les parties pour le règlement de ce différend.

3. En faisant les recommandations prévues au présent article, le Conseil de Sécurité devra aussi tenir compte du fait que, d'une manière générale, les différends d'ordre juridique devraient être soumis par les parties à la Cour Internationale de Justice conformément aux dispositions du Statut de la Cour.

#### Article 37

1. Si les parties à un différend de la nature mentionnée à l'article 33 ne réussissent pas à le régler par les moyens indiqués au dit article, elles le soumettront au Conseil de Sécurité.

2. Si le Conseil de Sécurité estime que la prolongation du différend semble, en fait, menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, il décide s'il doit agir en application de l'article 36 ou recommander tels termes de règlement qu'il juge appropriés.

#### Article 38

Sans préjudice des dispositions des articles 33 à 37 du présent chapitre, le Conseil de Sécurité peut, si toutes les parties à un différend le demandent, faire des recommandations à celles-ci, en vue d'un règlement pacifique de ce différend.



## CHAPITRE VII

### ACTION EN CAS DE MENACE CONTRE LA PAIX, DE RUPTURE

#### DE LA PAIX ET D'ACTE D'AGRESSION

##### Article 39

Le Conseil de Sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression, et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises conformément aux articles 41 et 42 pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

##### Article 40

Afin d'empêcher la situation de s'aggraver, le Conseil de Sécurité, avant de faire les recommandations ou de décider des mesures à prendre conformément à l'article 41, peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables. Ces mesures provisoires ne préjugent en rien les droits, les prétentions ou la position des parties intéressées. En cas de non exécution de ces mesures provisoires, le Conseil de Sécurité tient dûment compte de cette défaillance.

##### Article 41

Le Conseil de Sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut appeler les membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-électriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.

##### Article 42

Si le Conseil de Sécurité estime que les mesures prévues à l'Article 41 seraient inadéquates ou qu'elles se sont révélées telles, il peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de membres des Nations Unies.

### Article 43

1. Tous les membres des Nations Unies, afin de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, s'engagent à mettre à la disposition du Conseil de Sécurité, sur sa demande et conformément à un accord spécial ou à des accords spéciaux, les forces armées, l'assistance et les facilités, y compris le droit de passage, nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. L'accord ou les accords susvisés fixeront les effectifs et la nature de ces forces, leur degré de préparation et leur emplacement général, ainsi que la nature des facilités et de l'assistance à fournir.

3. L'accord ou les accords seront négociés aussitôt que possible, sur l'initiative du Conseil de Sécurité. Ils seront conclus entre le Conseil de Sécurité et des Membres de l'Organisation, ou entre le Conseil de Sécurité et des groupes de Membres de l'Organisation, et devront être ratifiés par les Etats signataires selon leurs règles constitutionnelles.

### Article 44

Lorsque le Conseil de Sécurité a décidé de recourir à la force, il doit, avant d'inviter un Membre non représenté au Conseil à fournir des forces armées en exécution des obligations contractées en vertu de l'Article 43, convier ledit Membre, si celui-ci le désire, à participer aux décisions du Conseil de Sécurité touchant l'emploi de contingents des forces armées de ce Membre.

### Article 45

Afin de permettre à l'Organisation de prendre d'urgence des mesures d'ordre militaire, des membres des Nations Unies maintiendront des contingents nationaux de forces aériennes immédiatement utilisables en vue de l'exécution combinée d'une action coercitive internationale. Dans les limites prévues par l'accord spécial ou les accords spéciaux mentionnés à l'Article 43, le Conseil de Sécurité, avec l'aide du Comité d'Etat-Major, fixe l'importance et le degré de préparation de ces contingents et établit des plans prévoyant leur action combinée.

### Article 46

Les plans pour l'emploi de la force armée sont établis par le Conseil de Sécurité avec l'aide du Comité d'Etat-Major.



#### Article 47

1. Il est établi un Comité d'Etat-Major chargé de conseiller et d'assister le Conseil de Sécurité pour tout ce qui concerne les moyens d'ordre militaire nécessaires au Conseil pour maintenir la paix et la sécurité internationales, l'emploi et le commandement des forces mises à sa disposition, la réglementation des armements et le désarmement éventuel.

2. Le Comité d'Etat-Major se compose des chefs d'Etat-Major des membres permanents du Conseil de Sécurité ou de leurs représentants. Il convie tout Membre des Nations Unies qui n'est pas représenté au Comité d'une façon permanente à s'associer à lui, lorsque la participation de ce Membre à ses travaux lui est nécessaire pour la bonne exécution de sa tâche.

3. Le Comité d'Etat-Major est responsable, sous l'autorité du Conseil de Sécurité, de la direction stratégique de toutes forces armées mises à la disposition du Conseil. Les questions relatives au commandement de ces forces seront réglées ultérieurement.

4. Des Sous-Comités régionaux du Comité d'Etat-Major peuvent être établis par lui avec l'autorisation du Conseil de Sécurité et après consultation des organismes régionaux appropriés.

#### Article 48

1. Les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de Sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales sont prises par tous les Membres des Nations Unies ou certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil.

2. Ces décisions sont exécutées par les Membres des Nations Unies directement et grâce à leur action dans les organismes internationaux appropriés dont ils font partie.

#### Article 49

Les Membres des Nations Unies s'associent pour se prêter mutuellement assistance dans l'exécution des mesures arrêtées par le Conseil de Sécurité.

#### Article 50

Si un Etat est l'objet de mesures préventives ou coercitives prises par le Conseil de Sécurité, tout autre Etat, Membre des Nations unies ou non, qui se trouve en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution desdites mesures, a le droit de consulter le Conseil de Sécurité



au sujet de la solution de ces difficultés.

Article 51

Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de Sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

## CHAPITRE VIII

### ACCORDS REGIONAUX

#### Article 52

1. Aucune disposition de la présente Charte ne s'oppose à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationales, se prêtent à une action de caractère régional, pourvu que ces accords ou ces organismes et leur activité soient compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies.

2. Les Membres des Nations Unies qui concluent ces accords ou constituent ces organismes doivent faire tous leurs efforts pour régler d'une manière pacifique, par le moyen desdits accords ou organismes, les différends d'ordre local, avant de les soumettre au Conseil de Sécurité.

3. Le Conseil de Sécurité encourage le développement du règlement pacifique des différends d'ordre local par le moyen de ces accords ou de ces organismes régionaux, soit sur l'initiative des Etats intéressés, soit sur renvoi du Conseil de Sécurité.

4. Le présent article n'affecte en rien l'application des Articles 33 et 34.

#### Article 53

1. Le Conseil de Sécurité utilise, s'il y a lieu, les accords ou organismes régionaux pour l'application des mesures coercitives prises sous son autorité. Toutefois, aucune action coercitive ne sera entreprise en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de Sécurité; sont exceptées les mesures contre tout Etat ennemi au sens de la définition donnée au paragraphe 2 du présent article, prévues en application de l'Article 107 ou dans les accords régionaux dirigés contre la reprise, par un tel Etat, d'une politique d'agression, jusqu'au moment où l'Organisation pourra, à la demande des gouvernements intéressés, être chargée de la tâche de prévenir toute nouvelle agression de la part d'un tel Etat.

2. Le terme "Etat ennemi", employé au paragraphe 1 du présent article, s'applique à tout Etat qui, au cours de la seconde guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la présente Charte.

Article 54

Le Conseil de Sécurité doit, en tout temps, être tenu pleinement au courant de toute action entreprise ou envisagée, en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.



## CHAPITRE IX

### COOPERATION ECONOMIQUE ET SOCIALE INTERNATIONALE

#### Article 55

En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront;

- a. le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;
- b. la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes; et la coopération internationale dans les domaines intellectuel et de l'éducation; et
- c. le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

#### Article 56

Les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation.

#### Article 57

1. Les diverses institutions spécialisées créées par accords intergouvernementaux et pourvues, aux termes de leurs statuts, d'attributions internationales étendues dans les domaines économique, social, intellectuel de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes, sont reliées à l'Organisation conformément aux dispositions de l'article 63.
2. Les institutions ainsi reliées à l'Organisation sont désignées ci-après par l'expression "Institutions spécialisées."

#### Article 58

L'Organisation fait des recommandations en vue de coordonner les programmes et activités des institutions spécialisées.

#### Article 59

L'Organisation provoque, lorsqu'il y a lieu, des négociations entre les Etats intéressés en vue de la création de toutes nouvelles institutions spécialisées nécessaires à l'accomplissement des tâches énoncées à l'article 55.

#### Article 60

L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil Economique et Social qui dispose, à cet effet, des pouvoirs qui lui sont attribués aux termes du Chapitre X, sont chargés de l'exécution des fonctions de l'Organisation mentionnées au présent chapitre.

## CHAPITRE X

### CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

#### Composition

##### Article 61

1. Le Conseil Economique et Social se compose de dix-huit membres des Nations Unies, élus par l'Assemblée Générale.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, six membres du Conseil Economique et Social sont élus chaque année pour une période de trois ans. Les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

3. Dix-huit membres du Conseil Economique et Social sont désignés lors de la première élection. Le mandat de six de ces membres expirera au bout d'un an et celui de dix autres membres, au bout de deux ans, selon les dispositions prises par l'Assemblée Générale.

4. Chaque membre du Conseil Economique et Social a un représentant au Conseil.

#### Fonctions et Pouvoirs

##### Article 62

1. Le Conseil Economique et Social peut faire ou provoquer des études et des rapports sur des questions internationales dans les domaines économique, social, intellectuel de l'éducation, de la santé publique et autres domaines connexes et peut adresser des recommandations sur toutes ces questions à l'Assemblée Générale, aux Membres de l'Organisation et aux institutions spécialisées intéressées.

2. Il peut faire des recommandations en vue d'affirmer et d'assurer le respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.

3. Il peut, sur des questions de sa compétence, préparer des projets de convention pour les soumettre à l'Assemblée Générale.

4. Il peut convoquer, conformément aux règles fixées par l'Organisation des conférences internationales sur des questions de sa compétence.



### Article 63

1. Le Conseil Economique et Social peut conclure avec toute institution visée à l'article 57, des accords fixant des conditions dans lesquelles elle sera reliée à l'Organisation. Ces accords sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

2. Il peut coordonner l'activité des institutions spécialisées en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations, ainsi qu'en adressant des recommandations à l'Assemblée Générale et aux Membres des Nations Unies.

### Article 64

1. Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes mesures utiles pour recevoir des rapports réguliers des institutions spécialisées. Il peut s'entendre avec les Membres de l'Organisation et avec les institutions spécialisées afin de recevoir des rapports sur les mesures prises en exécution de ses propres recommandations et des recommandations de l'Assemblée Générale sur des objets relevant de la Compétence du Conseil.

2. Il peut communiquer à l'Assemblée Générale ses observations sur ces rapports.

### Article 65

Le Conseil Economique et Social peut fournir des informations au Conseil de Sécurité et l'assister si celui-ci le demande.

### Article 66

1. Le Conseil Economique et Social, dans l'exécution des recommandations de l'Assemblée Générale, s'acquitte de toutes les fonctions qui relèvent de sa compétence ou qui peuvent lui être dévolues.

2. Il peut, avec l'approbation de l'Assemblée Générale, rendre les services qui lui seraient demandés par des Membres de l'Organisation ou par des institutions spécialisées.

3. Il s'acquitte des autres fonctions qui lui sont dévolues dans d'autres parties de la présente Charte ou qui peuvent lui être attribuées par l'Assemblée Générale.

## Vote

### Article 67

1. Chaque membre du Conseil Economique et Social dispose d'une voix.

2. Les décisions du Conseil Economique et Social sont prises à la majorité des membres présents et votant.

## Procédure

### Article 68

Le Conseil Economique et Social institue des commissions pour les questions économiques et sociales et le progrès des droits de l'homme ainsi que toutes autres commissions nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

### Article 69

Le Conseil Economique et Social, lorsqu'il examine une question qui intéresse particulièrement un Membre de l'Organisation, convie celui-ci à participer, sans droit de vote, à ses délibérations.

### Article 70

Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes dispositions pour que des représentants des institutions spécialisées participent, sans droit de vote, à ses délibérations et à celles des commissions instituées par lui, et pour que ses propres représentants participent aux délibérations des institutions spécialisées.

### Article 71

Le Conseil Economique et Social peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence. Ces dispositions peuvent s'appliquer à des organisations internationales et, s'il y a lieu, à des organisations nationales après consultation du Membre intéressé de l'Organisation.

Article 72

1. Le Conseil Economique et Social adopte son règlement intérieur dans lequel il fixe le mode de désignation de son Président.

2. Il se réunit selon les besoins, conformément à son règlement; celui-ci comportera des dispositions prévoyant la convocation du Conseil sur la demande de la majorité de ses membres.



## CHAPITRE XI

### DECLARATION RELATIVE AUX TERRITOIRES NON-AUTONOMES

#### Article 73

Les Membres des Nations Unies qui ont ou qui auront la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la présente Charte et, à cette fin:

- (a) d'assurer, en respectant la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les abus;
- (b) de développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations, et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux circonstances particulières de chaque territoire et de ses populations et à leurs degrés variables de progrès;
- (c) d'affermir la paix et la sécurité internationales;
- (d) de favoriser des mesures constructives de développement, d'encourager des travaux de recherche, de coopérer entre eux et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organismes internationaux appropriés en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques indiqués au présent article;
- (e) de communiquer régulièrement au Secrétaire Général, à titre d'information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires sous Tutelle autres que ceux auxquels s'appliquent les dispositions des chapitres XII et XIII de la présente Charte.

SS.  
[  
Article 74

Les Membres de l'Organisation reconnaissent que leur politique doit être fondée, autant dans les territoires auxquels s'applique le présent chapitre que dans leurs territoires métropolitains, sur le principe général du bon voisinage dans le domaine social, économique et commercial, compte tenu des intérêts et de la prospérité du reste du monde.



55  
r  
CHAPITRE XII

RÉGIME INTERNATIONAL DE TUTELLE

Article 75

L'Organisation des Nations Unies établira, sous son autorité, un régime international de Tutelle pour l'administration et la surveillance des territoires qui pourront être placés sous ce régime en vertu d'accords particuliers ultérieurs. Ces territoires sont désignés ci-après par l'expression "territoires sous Tutelle."

Article 76

Conformément aux Buts des Nations Unies, énoncés à l'Article I de la présente Charte, les fins essentielles du régime de Tutelle sont les suivantes:

- a. affermir la paix et la sécurité internationales;
- b. favoriser le progrès politique, économique et social des populations des territoires sous Tutelle ainsi que le développement de l'instruction; favoriser également leur évolution progressive vers l'autonomie ou l'indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire et à ses populations, des aspirations librement exprimées des populations intéressées et des dispositions qui pourront être prévues dans chaque accord de Tutelle;
- c. encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, et développer la conscience de l'interdépendance des peuples du monde;
- d. assurer l'égalité de traitement dans le domaine social, économique et commercial à tous les membres de l'Organisation et à leurs ressortissants; assurer également à ces derniers l'égalité de traitement dans l'administration de la justice, sans porter préjudice à la réalisation des fins énoncées ci-dessus, et sous réserve des dispositions de l'article 80.



## Article 77

1. Le Régime de la Tutelle s'appliquera aux territoires rentrant dans les catégories ci-dessus et qui viendraient à être placés sous ce régime en vertu d'accords de Tutelle: a) territoires actuellement sous mandat; b) territoires qui pourront être détachés d'Etats ennemis par suite de la seconde guerre mondiale; c) territoires volontairement placés sous ce régime par les Etats responsables de leur administration.

2. Un accord ultérieur déterminera quels territoires, rentrant dans les catégories sus-mentionnées seront placés sous le régime de la Tutelle, et à quelles conditions.

## Article 78

Le régime de la Tutelle ne s'appliquera pas aux pays devenus Membres des Nations Unies, les relations entre celles-ci devant être fondées sur le respect du principe de l'égalité souveraine.

## Article 79

Les conditions de la Tutelle, pour chacun des territoires destinés à être placés sous ce régime, de même que les modifications et amendements qui peuvent être apportés à ces conditions, feront l'objet d'un accord entre les Etats directement intéressés, y compris la Puissance mandataire dans le cas de territoires sous mandat d'un Membre des Nations Unies, et seront approuvés conformément aux articles 83 et 85.

## Article 80

1. A l'exception de ce qui peut être convenu dans les accords particuliers de Tutelle conclus conformément aux articles 77, 79 et 81 et plaçant chaque territoire sous le régime de la Tutelle, et jusqu'à ce que ces accords aient été conclus, aucune disposition du présent chapitre ne sera interprétée comme modifiant directement ou indirectement en aucune manière, les droits quelconques d'aucun Etat ou d'aucun peuple ou les termes d'actes internationaux en vigueur auxquels des Membres de l'Organisation peuvent être parties.

2. Le paragraphe 1 du présent article ne doit pas être interprété comme motivant un retard ou un ajournement de la négociation et de la conclusion des accords prévus à l'article 77.



## Article 81

L'accord de Tutelle comprend, dans chaque cas, les conditions dans lesquelles le territoire sous Tutelle sera administré et désigne l'autorité qui en assurera l'administration. Cette autorité, désignée ci-après par l'expression "autorité chargée de l'administration", peut être constituée par un ou plusieurs Etats ou par l'Organisation elle-même.

## Article 82

Un accord de Tutelle peut désigner une ou plusieurs zones stratégiques, pouvant comprendre tout ou partie du territoire sous Tutelle, sans préjudice de tout accord spécial ou de tous accords spéciaux conclus en application de l'article 43.

## Article 83

1. En ce qui concerne les zones stratégiques, toutes les fonctions dévolues à l'Organisation, y compris l'approbation des termes des accords de Tutelle ainsi que de la modification et de l'amendement éventuels de ceux-ci, sont exercées par le Conseil de Sécurité.
2. Les fins essentielles énoncées à l'article 76 valent pour les populations de chacune des zones stratégiques.
3. Le Conseil de Sécurité, tout en respectant les dispositions des accords de Tutelle et sous réserve des exigences de la sécurité, aura recours à l'assistance du Conseil de Tutelle dans l'exercice des fonctions assumées par l'Organisation au titre du régime de Tutelle, en matière politique, économique et sociale, et en matière d'instruction, dans les zones stratégiques.

## Article 84

L'autorité chargée de l'administration a le devoir de veiller à ce que le territoire sous Tutelle apporte sa contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales. A cette fin, elle peut utiliser des contingents de volontaires, les facilités et l'aide du territoire sous Tutelle pour remplir les obligations qu'elle a contractées à cet égard envers le Conseil de Sécurité ainsi que pour assurer la défense du territoire et le maintien de l'ordre intérieur.

Article 85

1. En ce qui concerne les accords de Tutelle relatifs à toutes les zones qui ne sont pas désignées comme zones stratégiques, les fonctions de l'Organisation, y compris l'approbation des termes des accords de Tutelle et de leur modification ou amendement, sont exercées par l'Assemblée Générale.

2. Le Conseil de Tutelle, sous l'autorité de l'Assemblée Générale, assiste celle-ci dans l'accomplissement de sa tâche.



## CHAPITRE XIII

### CONSEIL DE TUTELLE

#### Composition

##### Article 86

Le Conseil de Tutelle se compose des membres suivants des Nations Unies: a) les membres chargés d'administrer des territoires sous Tutelle; b) ceux des membres désignés nommément à l'article 23 qui n'administrent pas de territoires sous Tutelle; et c) autant d'autres membres élus pour trois ans par l'Assemblée Générale qu'il sera nécessaire pour que le nombre total des membres du Conseil de Tutelle se partagent également entre les membres des Nations Unies qui administrent des territoires sous Tutelle et ceux qui n'en administrent pas.

#### Fonctions et Pouvoirs

##### Article 87

1. L'Assemblée Générale et, sous son autorité, le Conseil de Tutelle, dans l'exercice des fonctions qu'ils remplissent, peuvent a) examiner les rapports soumis par l'autorité chargée de l'administration; b) recevoir des pétitions et les examiner en consultation avec ladite autorité; c) faire procéder à des visites périodiques dans les territoires administrés par ladite autorité à des dates convenues avec elle; d) prendre ses dispositions et toutes autres conformément aux termes des accords de Tutelle.
2. L'Assemblée Générale peut, lorsqu'elle le juge nécessaire, exercer elle-même n'importe lesquels de ces fonctions et pouvoirs.

##### Article 88

Le Conseil de Tutelle établit un questionnaire portant sur les progrès des habitants de chaque territoire sous Tutelle dans les domaines politique, économique et social et dans celui de l'instruction; l'autorité chargée de l'administration de chaque territoire sous Tutelle relevant de la compétence de l'Assemblée Générale adresse à celle-ci un rapport annuel fondé sur le questionnaire précité.

## Vote

### Article 89

1. Chaque membre du Conseil de Tutelle dispose d'une voix.
2. Les décisions du Conseil de Tutelle sont prises à la majorité des membres présents et votant.

## Procédure

### Article 90

1. Le Conseil de Tutelle adopte son règlement intérieur, dans lequel il fixe le mode de désignation de son Président.
2. Il se réunit selon les besoins, conformément à son règlement; celui-ci comprend des dispositions prévoyant la convocation du Conseil à la demande de la majorité de ses membres.

### Article 91

Le Conseil de Tutelle recourt, quand il y a lieu, à l'assistance du Conseil Economique et Social et à celle des institutions spécialisées, pour les questions qui relèvent de leurs compétences respectives.



## CHAPITRE XIV

### COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

#### Article 92

La Cour Internationale de Justice constitue l'organe judiciaire principal des Nations Unies. Elle fonctionne conformément à un Statut établi sur la base du Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale et annexé à la présente Charte dont il fait partie intégrante.

#### Article 93

1. Tous les membres des Nations Unies sont ipso facto parties au Statut de la Cour Internationale de Justice.
2. Les conditions dans lesquelles les Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation peuvent devenir parties au Statut de la Cour Internationale de Justice sont déterminées dans chaque cas, par l'Assemblée Générale sur recommandation du Conseil de Sécurité.

#### Article 94

1. Chaque membre des Nations Unies s'engage à se conformer à la décision de la Cour Internationale de Justice dans tout litige auquel il est partie.
2. Si une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la Cour, l'autre partie peut recourir au Conseil de Sécurité et celui-ci, s'il le juge nécessaire, peut faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt.

#### Article 95

Aucune disposition de la présente Charte n'empêche les membres de l'Organisation de confier la solution de leurs différends à d'autres tribunaux en vertu d'accords déjà existants ou qui pourront être conclus à l'avenir.

#### Article 96

1. L'Assemblée Générale ou le Conseil de Sécurité peut demander à la Cour Internationale de Justice un avis consultatif sur toute question juridique.



2. Tous autres organes de l'Organisation et institutions spécialisés qui peuvent, à un moment quelconque, recevoir de l'Assemblée Générale une autorisation à cet effet, ont également le droit de demander à la Cour des avis consultatifs sur des questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de leur activité.

3. La considération qui doit dominer dans l'emploi du personnel et dans la détermination des règles de service est la nécessité d'assurer à l'Organisation les services d'un personnel possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

## CHAPITRE XVI

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### Article 102

1. Chaque traité et chaque accord international, conclu par un membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la présente Charte, sera le plus tôt possible enregistré au Secrétariat et publié par celui-ci.
2. Aucune des parties à un traité ou à un accord international qui n'aura pas été enregistré conformément aux dispositions du présent article ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe quelconque de l'Organisation.

#### Article 103

En cas de contradiction entre les obligations assumées par les membres des Nations Unies en vertu de la présente Charte et toutes autres obligations internationales auxquelles ils sont soumis, les obligations imposées par la présente Charte prévaudront.

#### Article 104

L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, du statut juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à l'accomplissement de sa tâche.

#### Article 105

1. L'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.
2. Les représentants des Membres des Nations Unies et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent également des privilèges et immunités nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.
3. L'Assemblée Générale peut faire des recommandations en vue de fixer les détails d'application des paragraphes 1 et 2 du présent article ou proposer aux Membres des Nations Unies des conventions à cet effet.



## CHAPITRE XVII

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES DE SECURITE

#### Article 106

En attendant l'entrée en vigueur des accords spéciaux mentionnés à l'Article 43, qui, de l'avis du Conseil de Sécurité lui permettront de commencer à assumer les responsabilités lui incombant en application de l'Article 42, les parties à la Déclaration des Quatre Nations signée, à Moscou, le 30 octobre 1943 et la France, se concerteront entre elles et, s'il y a lieu, avec d'autres membres de l'Organisation, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de cette Déclaration, en vue d'entreprendre en commun, au nom des Nations Unies, toute action qui pourrait être nécessaire pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

#### Article 107

Aucune disposition de la présente Charte n'affecte ou n'interdit une action concernant un Etat qui, au cours de la seconde guerre mondiale, a été l'ennemi de l'un quelconque des signataires de la présente Charte, entreprise ou autorisée, comme suite de cette guerre, par les gouvernements qui ont la responsabilité de cette action.

C-6646  
1667

## CHAPITRE XVIII

### AMENDEMENTS

#### Article 108

Les amendements à la présente Charte entreront en vigueur pour tous les membres des Nations Unies quand ils auront été adoptés à la majorité des deux-tiers des membres de l'Assemblée Générale et ratifiés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par les deux-tiers des membres de l'Organisation, y compris tous les membres permanents du Conseil de Sécurité.

#### Article 109

1. Une Conférence Générale des Membres des Nations Unies, aux fins d'une révision de la présente Charte, pourra être réunie au lieu et date qui seront fixés par un vote de l'Assemblée Générale à la majorité des deux-tiers et par un vote de sept quelconques des membres du Conseil de Sécurité. Chaque membre disposera d'une voix à la Conférence..

2. Toute modification à la présente Charte recommandée par la Conférence à la majorité des deux-tiers prendra effet lorsqu'elle aura été ratifiée conformément à leurs règles constitutionnelles, par les deux-tiers des membres des Nations Unies, y compris tous les membres permanents du Conseil de Sécurité.

3. Si cette Conférence n'a pas été réunie avant la dixième session annuelle de l'Assemblée Générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente Charte, une proposition en vue de la convoquer sera inscrite à l'ordre du jour de cette session, et la Conférence sera réunie s'il en est ainsi décidé par un vote de la majorité de l'Assemblée Générale et par un vote de sept quelconques des membres du Conseil de Sécurité.

c-6  
647



## CHAPITRE XIX

### RATIFICATION ET SIGNATURE

#### Article 110

1. La présente Charte sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs règles constitutionnelles.
2. Les ratifications seront déposées auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui notifiera chaque dépôt à tous les Etats signataires ainsi qu'au Secrétaire Général de l'Organisation, lorsque celui-ci aura été nommé..
3. La présente Charte entrera en vigueur après le dépôt des ratifications par la Chine, la France, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique et la majorité des autres Etats signataires. Un procès-verbal des ratifications déposées sera dressé par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en communiquera copie à tous les Etats signataires.
4. Les Etats signataires de la présente Charte qui la ratifieront après son entrée en vigueur deviendront membres originaires des Nations Unies à la date du dépôt de leurs ratifications respectives.

#### Article 111

La présente Charte, dont les textes chinois, français, russe, anglais et espagnol feront également foi, sera déposée dans les archives du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Des copies dûment certifiées conformes en seront remises par lui aux gouvernements des autres Etats signataires.

EN FOI DE QUOI, les représentants des Nations Unies ont signé la présente Charte.

Fait à San Francisco, le  
mille neuf cent quarante-cinq.

2-1  
648



## COORDINATION COMMITTEE

DERNIERES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE COMITE DE COORDINATION  
AU TEXTE DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET APPROVEES PAR LE  
COMITE DE DIRECTION LE 23 JUIN 1945

Dans sa séance du 23 juin 1945, le Comité de Direction, en adoptant à l'unanimité le texte de la Charte des Nations Unies qui lui avait été soumis par le Comité de Coordination et le Comité Consultatif de Juristes, a donné au Comité de Coordination l'autorisation et les instructions nécessaires pour apporter à ce document les modifications concernant la langue et la grammaire qui pourraient être requises afin de lui donner sa forme appropriée et définitive. Les modifications faites par le Comité de Coordination sur la base de cette autorisation sont les suivantes:

1. Quelques modifications ont été apportées afin de corriger certaines erreurs de frappe et d'autres erreurs dans le texte mimeographié auquel le Comité de Direction avait donné son approbation (Doc. CO/181). Quelques-unes de ces modifications concernaient la correction de références qui avaient été mal indiquées dans le texte mimeographié.
2. Un certain nombre de modifications typographiques ont été faites afin d'améliorer l'apparence du document; d'autres modifications moins importantes visaient la grammaire. Le Comité de Coordination est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'indiquer en détail les modifications mentionnées dans ce paragraphe et dans le paragraphe précédent.
3. Les modifications suivantes doivent être mentionnées:
  - (a) Préambule. Conformément aux instructions données par le Comité de Direction, le Comité de Coordination a pris pour base le texte du Préambule donné dans le document CO/181 et y a apporté les trois modifications suivantes suggérées par le Comité de Direction:

┐ (i) dans le paragraphe commençant par les mots "to reaffirm," le mot "value" a été remplacé par le mot "worth;" (ii) dans le paragraphe commençant par les mots "by the acceptance of," les mots "to insure" ont été placés au commencement du paragraphe; (iii) dans le paragraphe suivant, les mots "by the employment of" ont été remplacés par "to employ" et le mot "the" a été ajouté devant le mot "economic." (Ces modifications ne concernent que le texte anglais).

(b) Article 103. Les mots "toutes autres obligations internationales auxquelles ils sont soumis" qui se trouvent dans le document CO/181, ont été remplacés par les mots "leurs obligations en vertu de tout autre accord international." Cette modification a été faite à la demande du Président de la Commission IV afin d'harmoniser le texte avec les pensées et les décisions du Comité Technique IV/2 et de la Commission IV.

(c) Article 111. Dans le deuxième paragraphe les mots "des gouvernements" ont été insérés devant les mots "des Nations Unies." Les mots insérés, qui sont une répétition d'un passage du Préambule, avaient été omis par erreur dans le texte mimeographié.

PROCEDURE DE LA CONFERENCE

L

J

651



## COORDINATION COMMITTEE

### PROCEDURE PROPOSEE POUR L'ADOPTION DU TEXTE DEFINITIF DE LA CHARTE DANS LES CINQ LANGUES OFFICIELLES

(Note soumise par le Secrétariat)

La Conférence ayant adopté cinq langues officielles, et la Charte devant être rédigée et signée dans ces cinq langues, il est nécessaire d'établir une procédure qui garantisse l'exactitude et l'uniformité du texte dans toutes ces langues. La procédure suivante est suggérée:

1. Commission Consultative des Langues

1. Une Commission Consultative des Langues, dépendant du Comité Exécutif, serait créée; elle exercerait ses fonctions sous la direction du Comité de Coordination.

2. Les fonctions de la Commission Consultative des Langues consisteraient à revoir, uniquement au point de vue de la langue, les textes approuvés, afin de garantir leur exactitude et leur uniformité dans toutes les langues.

3. Comme le texte de la Charte est rédigé en anglais et en français utilisés comme langues de travail, la principale tâche de la Commission Consultative des Langues serait d'assurer l'exactitude des textes chinois, russe et espagnol. A cette fin, un groupe devrait être constitué pour chacune de ces trois langues. La tâche de ces groupes sera accomplie d'autant plus rapidement que le nombre de leurs membres sera plus restreint. Il est proposé en conséquence que les groupes soient composés de la façon suivante:

1088  
655 1



Groupe de langue russe  
(Composé de membres connaissant le russe)

- 1 Membre de langue russe, désigné par les délégations de langue russe.
- 1 Membre de langue française, désigné par les délégations de langue française.
- 1 Membre de langue anglaise, désigné par les délégations de langue anglaise.
- 1 Membre de langue espagnole, désigné par les délégations de langue espagnole.
- 1 Membre de langue chinoise.

Groupe de langue chinoise  
(Composé de membres connaissant le chinois)

- 1 Membre de langue chinoise.
- 1 Membre de langue française, désigné par les délégations de langue française.
- 1 Membre de langue anglaise, désigné par les délégations de langue anglaise.
- 1 Membre de langue russe, désigné par les délégations de langue russe.
- 1 Membre de langue espagnole, désigné par les délégations de langue espagnole.

Groupe de langue espagnole  
(Composé de membres connaissant l'espagnol)

- 1 Membre de langue espagnole, désigné par les délégations de langue espagnole.
- 1 Membre de langue française, désigné par les délégations de langue française.
- 1 Membre de langue anglaise, désigné par les délégations de langue anglaise.
- 1 Membre de langue russe, désigné par les délégations de langue russe.
- 1 Membre de langue chinoise.

Toute délégation ou tout groupe de délégations utilisant la même langue sera libre, s'il le désire, de renoncer à son droit de désigner un membre d'un groupe quelconque.

II. Procédure pour la révision et l'approbation

1. Lorsque le Comité de Coordination et le Comité Consultatif des Juristes auront approuvé les textes français et anglais des dispositions de la Charte, les trois groupes du Comité Con-



7  
sultatif des langues réviseront la traduction des textes faite par le Secrétariat dans les trois langues respectives. Le Comité Consultatif des langues demandera l'avis du Comité Consultatif des Juristes quand il y aura lieu. Toute proposition de modification des textes français et anglais devra être soumise à l'approbation du Comité de Coordination. Les textes révisés seront distribués à toutes les Délégations dans le plus bref délai.

2. Quand les Commissions auront approuvé les dispositions de la Charte dans les deux langues de travail de la Conférence, toutes les modifications apportées seront introduites dans les textes chinois, russe et espagnol et devront être approuvées par les groupes compétents du Comité Consultatif des Langues.

3. Les textes dans les cinq langues seront soumis au Comité de Direction avant d'être soumis à la Séance Plénière de la Conférence.

4. Après leur révision par le Comité de Direction, les textes imprimés dans les cinq langues seront soumis à la révision définitive du Comité Consultatif des Langues en séance plénière de tous les groupes. A cette séance, il sera donné lecture des textes en Anglais et chaque groupe vérifiera l'exactitude de son texte. Après une dernière correction des épreuves par les membres du Comité Consultatif des Langues, ce dernier approuvera les textes définitifs dans toutes les langues et les soumettra en séance plénière pour signature.

D'après la procédure ci-dessus, toutes les délégations auraient l'occasion de réviser et d'approuver les textes dans toutes les langues. Elles pourraient compter sur le Comité Consultatif des Langues pour que les documents approuvés et prêts pour la signature soient exacts et uniformes dans toutes les langues.



61

DOCUMENTS DU COMITE DE COORDINATION

696 Leland 695

cul



Distr.  
LIMITEE

WD 443 CO/207

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

6 août 1946

INDEX DES ARTICLES DE LA CHARTE

ETUDIES PAR LE COMITE DE COORDINATION

(ETABLI D'APRES LES COMPTES RENDUS ANALYTIQUES)

Notes explicatives

(Le tableau suivant a été établi en fonction des Articles de la Charte; les nombres ordinaux de la deuxième colonne indiquent les numéros des séances auxquelles les Articles ont été examinés; les indications de la troisième colonne correspondent aux numéros des textes de travail ou à ceux que portaient les Articles en question au moment où ils ont été examinés.

Une liste des dates des séances figure à la fin du présent document.

L'explication de l'ordre de présentation des Articles de la Charte fait l'objet d'un document séparé, WD 445; CO/209).

